

# RMS +

Revue Militaire Suisse

**SWISSINT**

**ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX**

**PROMOTION DE LA PAIX  
DEPUIS PLUS DE 70 ANS**

**25 ANS SWISSCOY**

Numéro T1 - Maintien de la Paix - 2024 [www.revuemilitairesuisse.ch](http://www.revuemilitairesuisse.ch)



- 3 Coopération internationale**  
Commandant de Corps Thomas Süssli
- 4 Promotion de la paix par l'Armée suisse**  
Daniel Seckler
- 6 Les 20 ans du Centre de compétences SWISSINT**  
Sandra Stewart
- 9 La coopération internationale et l'interopérabilité en tant que contribution à la sécurité de la Suisse**  
Ueli Lang
- 11 Les opérations de promotion de la paix, un important retour sur investissement pour l'armée**  
Commandant de Corps Michaud
- 13 Mise en œuvre de la mission de l'armée pour la promotion de la paix**  
Colonel EMG Christoph Fehr
- 15 Les missions de paix de l'ONU en pleine mutation**  
Lieutenant-colonel Vincent Choffat
- 17 Les carrières possibles dans le cadre des missions de maintien de la paix**  
Dr. Michael Freudweiler
- 19 25 ans de la SWISSCOY – une rétrospective**  
Sandra Stewart
- 22 Un engagement en faveur de la sécurité et de la stabilité**  
Daniel Seckler
- 24 Des militaires suisses contribuent à assurer la sécurité au Kosovo**  
Sandra Stewart-Brutschin
- 26 Entre tracer des frontières et construire des ponts**  
Officier spécialiste Vera Wagner
- 28 Impressions d'une peacekeeper au Cachemire**  
Capitaine Vanessa von Viràg
- 30 Le conflit soudanais complique la situation au Soudan du Sud**  
Major Christoph Wyss

- 32 Défis et opportunités de la mission de maintien de la paix au Moyen-Orient**  
Divisionnaire Patrick Gauchat
- 34 L'engagement de l'armée pour le déminage humanitaire**  
Daniel Seckler
- 36 Développement des capacités régionales en matière de promotion de la paix en Afrique**  
Markus Schefer
- 39 « La NNSC poursuit sa contribution à la désescalade »**  
Sandy Stewart
- 41 Chronologie des engagements dans la promotion de la paix**
- 48 Les femmes dans la promotion de la paix - décisif pour l'accomplissement de la mission**  
Stefanie Waltenspül
- 50 Simulation au Centre d'instruction SWISSINT**  
Lieutenant-colonel EMG Olaf Niederberger
- 52 Les centres d'instruction se servent des synergies**  
Colonel EMG Adrian Staub
- 54 Coopération efficace dans la promotion militaire de la paix**  
Stefanie Waltenspül
- 56 La mission à l'étranger, une chance pour augmenter l'interopérabilité personnelle**  
Colonel EMG Corina Gantenbein
- 59 Rapport de Frédéric Clément depuis le Secrétariat de l'OSCE à Vienne**  
Frédéric Clément
- 61 Obiliq – L'équipe LMT entre présence, confiance et approvisionnement**  
Sgt Elisa Lutz
- 63 Des routiers professionnels, la compagnie de transport de la SWISSCOY**  
Sgt Elisa Lutz

## Impressum

### Rédacteur en chef:

Col EMG Alexandre Vautravets alexandre.vautravets@revuemilitairesuisse.ch

### Rédacteurs adjoints:

Lt col EMG Julien Grand Lt Philippe Lörtscher  
Cap Jean-Marc Spothelfer, correcteur Lt Mireille Ryf  
Plt Christophe Tymowski Of spéc Lena Rey  
Of spéc Olivier Reymond

### Membres du comité:

Président Div Mathias Tüscher mathias.tuescher@revuemilitairesuisse.ch  
Vice-président Col Christian Rey info@reygroup.ch  
Administrateur M. Hubert Varrin administration@revuemilitairesuisse.ch  
SMG Col EMG Denis Mastrogiacomio d.mastrogiacomio@smg-ge.ch  
SVO Col EMG Christophe Gerber christophe.gerber@elca.ch  
SNO Maj Sébastien Marti president@ofne.ch  
SOVR Cap Tobias Meyer tob.meyer@bluewin.ch  
SFO Maj Henri Lanthemann henri.lanthemann@sfo-fog.ch  
SJO Lt col EMG Edouard Vifian edouard.vifian@vtg.admin.ch  
SCBO Col Francesco M. Rappa francesco@rappa.ch

### Administration, abonnements et publicité:

Association de la Revue militaire suisse (ARMS)  
Avenue Général-Guisan 117, 1009 Pully  
Tél. +41 21 729 46 44  
e-mail: info@revuemilitairesuisse.ch  
Compte postal: ARMS, 1009 Pully, PostFinance CH84 0900 0000 1000 5209 7

Mise en pages et impression: PCL Print Conseil Logistique SA, rue du Marais 17, 1020 Renens

ISSN 0035-368X

La Revue militaire suisse (RMS) est un organe de publication officiel de la Société suisse des officiers. Elle appartient aux sections cantonales de Suisse romande et de Berne. Elle est éditée par l'Association de la Revue militaire suisse (ARMS).

Le but de la RMS est, notamment, de faciliter l'échange sur les problèmes militaires et de développer les connaissances et la culture générale des officiers. Les textes publiés expriment la seule opinion de leurs auteurs. La RMS est ouverte à toutes les personnes soucieuses d'œuvrer de façon constructive au bien de la défense générale.

Div Mathias Tüscher, Président de l'ARMS



## Editorial

### Coopération internationale

#### Commandant de Corps Thomas Süssli

Chef de l'Armée

La situation géopolitique est complexe et nous vivons un changement d'époque. En Europe, une période de paix de plusieurs décennies touche à sa fin. La Suisse ne peut pas rester insensible à cette situation. Nous devons à nouveau renforcer notre capacité de défense.

L'Armée suisse a présenté l'année dernière ses objectifs et sa stratégie pour la montée en puissance, un plan concret et réalisable. Le « Livre noir » montre comment nous voulons mettre en œuvre la montée en puissance selon trois axes stratégiques : l'armée veut continuer à développer ses capacités de manière adaptative, saisir les opportunités offertes par les progrès technologiques et renforcer la coopération internationale.

C'est justement lorsqu'il est question du renforcement de la coopération internationale que je fais régulièrement face à des malentendus. Je profite donc de l'occasion pour l'écrire en français et le formuler clairement : la Suisse est neutre. Et tant qu'elle le sera, nous n'adhérons pas à l'OTAN. Point final.

C'est précisément pour cela que la coopération internationale est importante, et ce pour trois raisons. D'abord, ce sont ceux qui échangent qui connaissent le plus de succès. Pour l'introduction du F-35, personne n'a envie de commettre les mêmes erreurs que celles commises par d'autres forces armées européennes. Ensuite, rappelons qu'en Suisse nous n'avons pas la possibilité de nous entraîner au combat interarmes. Nous ne disposons tout simplement pas de terrains d'entraînement appropriés à l'échelon bataillonnaire ou supérieur. C'est pourquoi nous nous entraînerons l'année prochaine avec un bataillon mécanisé à Allentsteig (Autriche). Enfin, rappelons aussi qu'en cas d'attaque directe contre la Suisse, le Conseil fédéral a la possibilité de conclure des alliances militaires. C'était déjà le cas pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque le général Guisan avait reçu l'ordre de se préparer. Une telle coopération nécessite l'interopérabilité. Celle-ci ne se décrète pas du jour au lendemain. Elle se travaille

déjà en temps de paix au moyen de contacts réguliers avec d'éventuelles armées partenaires.

La coopération internationale renforce notre capacité de défense autonome.

T. S.



Deux hélicoptères *Super Puma / Cougar* des Forces aériennes suisses sont déployés au Kosovo. Les Forces aériennes sont à la pointe depuis de nombreuses années, en matière de collaboration internationale et d'interopérabilité.

Plusieurs équipes de déminage sont intégrées dans le centre de coordination (EOD CC) de la KFOR. Cet élément multinational comprend plusieurs équipes de déminage : autrichienne, italienne, suisse et bientôt une équipe roumaine. Toutes sont complémentaires et intégrées au sein du bataillon logistique et de Génie de la KFOR (JLSG). Ces équipes s'entraînent très régulièrement avec leurs collègues finlandais et américains.





## Maintien de la Paix

### Promotion de la paix par l'Armée suisse

#### Daniel Seckler

Chef communication, SWISSINT

Depuis la signature du traité d'armistice entre la Corée du Nord et la Corée du Sud le 27 juillet 1953 et l'envoi consécutif de soldats suisses armés pour assurer leur propre protection dans cette région, la promotion de la paix militaire est devenue l'une des trois missions principales de l'armée. Entre-temps, près de 14'500 femmes et hommes ont participé volontairement à cette mission de l'armée. Depuis la fondation du Centre de compétences SWISSINT il y a 20 ans, cette organisation au sein de l'armée est chargée de la mise en œuvre de la promotion de la paix militaire.

Après trois ans et près de quatre millions de civils et de soldats tués, les parties impliquées dans la guerre de Corée ont signé un traité d'armistice le 27 juillet 1953. Les négociations avaient déjà commencé en juillet 1951. Le Conseil fédéral suisse s'est penché pour la première fois en décembre 1951 sur un éventuel envoi de militaires en Corée, après avoir reçu une demande formelle du ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis. Une fois signé, le traité d'armistice est devenu définitif : le Conseil fédéral a envoyé 146 soldats armés pour assurer leur propre protection dans la péninsule coréenne. Ils participaient aux commissions définies dans le traité – la *Neutral Nations Repatriation Commission* (NNRC), dont le but était de contrôler le rapatriement des prisonniers de guerre, et la *Neutral Nations Supervisory Commission* (NNSC), chargée de surveiller le traité d'armistice.

#### Participation à des missions de l'ONU

Depuis lors, la promotion militaire de la paix s'est considérablement développée. Il a certes fallu 36 ans pour que des militaires suisses soient envoyés dans le cadre d'une deuxième mission, mais une nouvelle étape avait été franchie ; en 1988, le Conseil fédéral a décidé d'étendre la participation suisse aux opérations de promotion de la paix de l'ONU et de s'engager désormais non seulement financièrement, mais aussi en termes de personnel. Un an plus tard, des soldats et soldates suisses s'envolaient pour la Namibie dans le cadre d'une unité

médicale suisse (*Swiss Medical Unit*), avec pour mission d'assurer les soins médicaux des membres de la mission de l'ONU GANUPT. Celle-ci devait surveiller le processus d'indépendance de la Namibie, qui s'est achevé avec succès le 21 mars 1990 par la déclaration d'indépendance. Le GANUPT a ainsi pris fin et le contingent suisse a pu rentrer au pays. Au total, 387 militaires suisses avaient participé à cet engagement.

Au cours des années suivantes, des officiers de l'Armée suisse se sont notamment engagés dans d'autres missions de l'ONU dans le monde entier. Aujourd'hui, des observatrices et observateurs militaires sont par exemple engagés au Proche-Orient, au Cachemire (la région limitrophe entre le Pakistan et l'Inde) et au Sahara occidental, ou participent en tant qu'officiers d'état-major à des états-majors internationaux de missions dirigées par l'ONU sur le continent africain.

#### Engagements dans les Balkans

Depuis 1996, la Suisse participe au Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN en mettant l'accent sur des thèmes définis par ses propres intérêts en matière de politique de sécurité. Les contributions en faveur de cette coopération servent entre autres à accroître la sécurité de notre environnement, donc de la Suisse et renforcent l'interopérabilité de l'Armée suisse ainsi que de ses militaires de carrière et de milice.

Tout cela est également valable pour la participation à la KFOR sous l'égide de l'OTAN avec le contingent SWISSCOY depuis 25 ans, rendue possible grâce au Partenariat pour la Paix. Les soldats et soldates suisses fournissent au profit de la KFOR des prestations de haute qualité qui contribuent à garantir un environnement sûr et stable (*Safe And Secure Environment, SASE*) ainsi que la liberté de mouvement pour toutes les personnes au Kosovo (*Freedom of Movement, FOM*). Par ailleurs, jusqu'à vingt militaires sont engagés dans la mission ALTHEA de la *European Union Force* (EUFOR) en

Bosnie-Herzégovine depuis 20 ans sous la forme de deux équipes d'observation et d'officiers d'état-major, et depuis 2011 réunissant jusqu'à six experts qui forment les forces armées de Bosnie-Herzégovine dans le domaine de la gestion des munitions et des armes. Les militaires engagés dans les Balkans remplissent ainsi des missions qui ont une influence directe sur la situation sécuritaire et la stabilité dans cette région.

### L'expertise technique suisse entre en action

L'engagement de l'Armée suisse dans la promotion militaire de la paix est multiple : non seulement elle participe aux engagements de la NNSC en Corée, avec des officiers dans des missions de l'ONU ainsi qu'avec la SWISSCOY et des membres de l'EUFOR ALTHEA dans les Balkans, mais elle fournit également d'autres spécialistes et experts dans les domaines les plus divers. Depuis 1997 déjà, l'armée s'engage notamment dans le déminage humanitaire et envoie du personnel dans le monde entier au profit du Service d'action contre les mines des Nations Unies (*United Nations Mine Action Service, UNMAS*). En 2006, la participation d'officiers suisses à des centres de formation sur le continent africain a également commencé avec le soutien du Kofi Annan International Peacekeeping Training Center (KA IPTC) au Ghana, où ils s'engagent par exemple en tant que responsables de cours.

### Diverses opportunités dans la promotion de la paix

L'importance des missions internationales de promotion de la paix ne cesse de croître en raison de la dégradation croissante de la situation sécuritaire à l'échelle mondiale. En tant que facteur de stabilisation et d'appui, ces missions ont une influence déterminante sur l'évolution de la situation sécuritaire dans les régions en conflit. Outre la contribution que la Suisse, en tant qu'élément de la communauté internationale, apporte par sa participation à ces missions, ces engagements offrent également de précieuses possibilités d'enrichir l'expérience. L'Armée suisse et ses cadres ainsi que les soldats ont la possibilité d'élargir leurs compétences et d'acquérir de l'expérience au niveau international, ce qui, en tant que retour sur investissement, contribue également à renforcer la capacité de défense.

D. S.





## Maintien de la Paix

### Les 20 ans du Centre de compétences SWISSINT

**Sandra Stewart**

Communication SWISSINT

Depuis 20 ans, le Centre de compétences SWISSINT est l'organe national de commandement assurant la mise en oeuvre opérationnelle de la mission de promotion de la paix qui revient à l'armée. Il accomplit cette tâche depuis la place d'armes de Wil à Oberdorf près de Stans. Cependant, l'origine d'un département consacré à la promotion militaire de la paix remonte à 1989 déjà et se situe à Berne.

Bien que l'Armée suisse ait pu faire état, l'an passé, de 70 ans d'expérience dans le domaine de la promotion militaire de la paix, le Centre de compétences SWISSINT, lui, n'a encore que 20 ans. Lorsqu'en 1953, le Conseil fédéral décida d'envoyer 146 militaires sur la péninsule coréenne pour surveiller l'armistice entre la Corée du Sud et la Corée du Nord d'une part et l'échange des prisonniers de guerre d'autre part, il initia la promotion militaire suisse de la paix. Au cours des 36 années suivantes, les peacekeepers, subordonnés au chef du personnel de l'armée, étaient recrutés dans les rangs de l'armée puis envoyés sur le terrain après une instruction et une introduction d'une journée.

#### **Premiers peacekeepers dans les missions de l'ONU**

Ce n'est qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1989 que fut créé, au sein du Département militaire fédéral (DMF) à Berne, la Centrale d'engagement du DMF pour les actions de promotion de la paix, le précurseur de l'actuel Centre de compétences SWISSINT à Oberdorf près de Stans. Cet organe avait pour objectif de soutenir l'ONU non plus seulement sur le plan financier, comme c'était le cas jusqu'alors, mais aussi sur le plan du personnel, dans le but d'accroître la visibilité des efforts de la Suisse en matière de politique étrangère et de sécurité. Deux mois plus tard déjà, les trois personnes engagées à cet effet étaient coresponsables de la mise en oeuvre du premier engagement de l'Armée suisse au profit d'une mission de l'ONU. Ils ont ainsi effectué le travail de pionnier, de sorte qu'en avril, il y a 35 ans, le gros du

premier contingent, formé et équipé, a pu être envoyé en mission après la décision du Conseil fédéral de soutenir l'UNTAG dans le domaine médical.

En 1990, un an après sa création, la Centrale d'engagement du DMF pour les actions de promotion de la paix fut intégrée dans la nouvelle Division des mesures en matière de politique de paix (DMP), rebaptisée Section des actions de promotion de la paix et progressivement dotée de davantage de personnel. Cela était nécessaire car l'engagement de l'Armée suisse en faveur de la promotion militaire internationale de la paix a également été élargi étape par étape.

#### **Du premier cours au propre centre de formation pour la promotion de la paix**

En 1992, la Division des mesures en matière de politique de paix (DMP) a organisé pour la première fois le cours « Swiss United Nations Military Observer Course (SUNMOC) » dans la caserne de Winterthur ainsi que sur la place d'armes de Frauenfeld. Ce cours de cinq semaines conforme aux normes de l'ONU a permis aux futurs bérets bleus nationaux et internationaux d'être « fit for mission ». Quatre ans plus tard, en raison de déplacements de troupes, ces infrastructures n'offraient plus d'espace disponible pour la promotion de la paix, raison pour laquelle la recherche d'un nouveau site a commencé et a été trouvée à Bière.

En 1996, l'appellation DMP a changé pour devenir DOM (la Division des opérations en faveur de la promotion de la paix) et, en même temps, le Centre d'instruction des opérations de promotion de la paix (centre OMP) a été créé sur la place d'armes de Bière. Il s'agissait donc de relever un double défi. Parallèlement au déménagement de la Suisse orientale en Suisse romande, les instructeurs devaient en effet mettre sur pied une instruction axée sur l'engagement pour le premier contingent de la «Swiss Headquarters Support Unit (SHQSU) » en Bosnie et

Herzégovine. Le 31 janvier 1996, le Conseil fédéral suisse avait décidé de mettre à la disposition de l'OSCE une unité militaire non armée, dans le but de fournir un soutien logistique à cette mission.

Avec son terrain d'exercice vaste et isolé, la place d'armes de Bière offrait des conditions idéales pour les cours du centre OMP. Les principales utilisatrices en étant l'école de recrues de l'artillerie ainsi que plusieurs formations de cours de répétition, il a toujours existé un conflit d'intérêts relatif à l'utilisation de l'infrastructure d'instruction. Cette situation s'est aggravée à partir d'août 1999, lorsqu'il s'est agi d'organiser les deux cours pour la SHQSU ainsi que le SUNMOC, et d'assurer en outre deux fois par an l'instruction des 160 membres de la SWISSCOY. En juin 1999, le Conseil fédéral avait décidé de participer à la Kosovo Force (KFOR) avec une compagnie logistique, appelée SWISSCOY.

### Déménagement en Suisse centrale

En 2004, dans le contexte de la réforme Armée XXI, les deux sites, la DOM à Berne et le centre OMP à Bière, furent regroupés sur la place d'armes de Wil à Oberdorf près de Stans. La DOM devint l'actuel Centre de compétences SWISSINT, alors que le Centre d'instruction (CI) SWISSINT, qui lui est subordonné, fut constitué à partir du centre OMP.

Le commandant du CI SWISSINT et les instructeurs ont emménagé dès l'automne 2003 dans le bâtiment d'instruction nouvellement construit sur la place d'armes de Wil à Oberdorf près de Stans, alors que la dernière école de recrues de l'infanterie de montagne s'y déroulait encore. En hiver 2004, les nouveaux membres de la SWISSCOY ont suivi leur instruction axée sur l'engagement en Suisse centrale pour la première fois. Ce fut toutefois dans le camp de baraques de Melchtal, la caserne de la place d'armes de Wil étant en cours de transformation et le cantonnement supplémentaire prévu, inspiré du camp Casablanca au Kosovo, étant encore en construction. Le camp composé de conteneurs devait permettre aux femmes et aux hommes des contingents de la SWISSCOY de se préparer de manière optimale à leur mission et à la vie de camp qui en découle. Le commandant du centre de compétences SWISSINT a déménagé à Oberdorf près de Stans en octobre 2004 avec son état-major et les collaboratrices et collaborateurs des différents domaines de base de conduite.

### Tâches de SWISSINT aujourd'hui

Alors qu'au départ, l'équipe de l'organe directeur des opérations de promotion de la paix du DMF comptait trois personnes, le personnel actuel s'élève à une centaine d'hommes et de femmes. Cette équipe de SWISSINT est aujourd'hui responsable de la mise en œuvre des missions de promotion de la paix. Cela inclut, en plus de la formation axée sur les missions au CI SWISSINT, le recrutement de personnel approprié qui postule volontairement. Pour occuper durablement 300 fonctions de déploiement le service du personnel procède



régulièrement des assessments et des recrutements et établit annuellement environ 750 contrats de formation et de mission. Le domaine des finances gère le contrôle du budget de la promotion de la paix, s'élevant à environ 62 millions de CHF, et effectue la comptabilité ainsi que les révisions dans les zones d'engagement. En outre, la logistique veille à ce que les peacekeepers disposent de l'équipement nécessaire et à ce que le ravitaillement et l'évacuation du matériel par voies aériennes, routières, fluviales, lacustres ou maritimes vers les zones d'engagement se déroulent sans problème. Cela inclut également que les peacekeepers puissent disposer des bons moyens informatiques et de communication dans le domaine de l'aide au commandement. SWISSINT assure aussi la planification opérationnelle et la conduite des engagements, de sorte que les missions puissent être planifiées stratégiquement et menées avec succès, et que les expériences des missions soient réintégrées à SWISSINT. SWISSINT dispose également de son propre team de communication. Celui-ci coordonne les demandes des médias et organise les visites des journalistes, gère ses différents canaux de communication et informe de manière ciblée sur la promotion de la paix, afin de faire connaître cette mission de l'armée et de créer une perception positive auprès du public. L'équipe de marketing du personnel y veille également, en étant présente lors de manifestations publiques, de salons et de séances d'information, afin de recruter des personnes qualifiées pour des missions. Toutes ces tâches globales sont décisives pour remplir de manière efficace et efficace la troisième mission de l'Armée suisse.

### Une large offre de cours et une infrastructure moderne

L'offre de cours ont été constamment développées et adaptées à l'évolution des besoins. Le CI SWISSINT compte aujourd'hui 21 militaires de carrière ainsi que 11 employés civils et 10 collaborateurs travaillant sur des projets. Dans le cadre de différents cours et pendant 47 semaines par an, avec le soutien de formateurs de la milice et du corps des militaires de carrière ayant de l'expérience en matière de mission ainsi que d'instructeurs internationaux, le CI SWISSINT forme des militaires et des civils venant de Suisse et de l'étranger à la promotion de la paix, les préparant ainsi de manière optimale à ce type de mission. Tous les cours sont structurés en fonction des exigences et des enseignements tirés des missions et font l'objet d'une adaptation permanente aux besoins opérationnels. La qualité de la formation se traduit notamment par le fait que différentes organisations internationales (dont l'ONU) reconnaissent le CI SWISSINT en tant que centre d'instruction certifié.

Depuis 2004, la place d'armes de Wil a été progressivement adaptée et agrandie pour répondre aux besoins du Centre de compétences SWISSINT. Ainsi, outre la caserne et la halle polyvalente d'origine, il existe aujourd'hui un bâtiment de commandement, de formation, de cours et une halle pour les véhicules et le matériel ainsi qu'une station-service et plusieurs bornes de recharge pour les véhicules électriques. Par ailleurs, le Centre de compétences SWISSINT dispose, dans le bâtiment logistique inauguré en 2022, de locaux supplémentaires servant avant tout de salles de formation pour divers cours d'instruction.

S. S.

Ci-dessous : La place d'armes de Stans-Oberdorf, avec à gauche le Centre de compétences et le Centre d'instruction. A droite se trouve un «village de containers» similaire à ceux que les contingents trouveront, après leur formation, dans les Balkans ou en Afrique.





## Maintien de la Paix

### La coopération internationale et l'interopérabilité en tant que contribution à la sécurité de la Suisse

#### Ueli Lang

Chef des relations internationales de la Défense a.i au moment de la rédaction de l'article

La participation à la mission de l'ONU au Kosovo dirigée par l'OTAN démontre clairement que la coopération internationale de l'Armée suisse avec d'autres forces armées ainsi que l'interopérabilité sont des éléments décisifs pour le succès d'une collaboration. Cependant, ces avantages ne se révèlent pas uniquement dans le cadre de la promotion de la paix, mais aussi et surtout dans le renforcement de la capacité de défense.

Les objectifs premiers de l'Armée suisse sont la prévention de la guerre, la contribution au promotion de la paix ainsi que la défense du pays et de la population. Après le changement de paradigme consécutif à la chute du mur de Berlin et à la fin de la guerre froide, on attendait également de la Suisse et de son armée qu'elles intensifient leur contribution à la stabilisation de l'Europe. C'est pourquoi la Suisse a pris la décision, en 1999, de participer à la Kosovo Force (KFOR) avec un contingent de la taille d'une compagnie. La KFOR est basée sur la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU et a pour mission de maintenir la stabilité au Kosovo. Aujourd'hui, 28 nations participent à la KFOR. Cela implique bien évidemment que la KFOR ne peut fonctionner qu'à la condition que les forces y étant intégrées aient la capacité de coopérer. Dans ce but, leur interopérabilité est indispensable. La base sur laquelle se fonde cette approche est constituée par les directives de l'OTAN.

#### Interopérabilité pour toute l'armée

La Suisse participe au programme de Partenariat pour la paix (PPP) depuis 1996 et est membre du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) depuis 1997. Le PPP fournissait le cadre institutionnel permettant d'assurer l'interopérabilité de l'Armée suisse dans le cadre de la participation à une opération de promotion de la paix dirigée par l'OTAN. Pour l'Armée suisse, l'interopérabilité constituait donc un élément essentiel en raison de la nécessité de coopérer avec d'autres forces armées. Dès le début de ce processus, une question fondamentale

s'est posée à l'Armée suisse : fallait-il rechercher l'interopérabilité dans les domaines de capacités sélectionnés pour le PPP pour l'ensemble de l'armée dans le sens du développement des forces armées ? Ou ne devait-on l'atteindre que dans le cadre du contingent de la SWISSCOY, qui était engagé dans des opérations de promotion de la paix avec nos partenaires ?

D'un point de vue conceptuel, cette dernière option se révélait problématique, car il était difficile d'effectuer une « conversion » complète à l'interopérabilité de l'OTAN et à ses normes dans le peu de temps imparti à la préparation opérationnelle. Du moins, si l'on voulait obtenir un succès durable de l'instruction et ne pas se contenter des effets d'un blanchiment rapide. Dans le cadre du programme PPP, l'Armée suisse a donc décidé de convenir d'objectifs de partenariat (Partnership Goals ou PG) institutionnalisés via le Partnership for Peace Planning and Review Process (PARP) et de les adopter pour l'ensemble de l'armée. C'est ainsi que les PG et leurs normes ont été intégrés dans le processus de développement des forces armées de l'Armée suisse. Cela garantit également le maintien d'une option de collaboration au-delà de la promotion de la paix.

#### Processus de mise en œuvre laborieux

Même avec une focalisation étroite sur les capacités militaires nécessaires dans le cadre du mandat SWISSCOY de la KFOR, il fallait mettre en œuvre des dizaines de PG contenant des centaines de normes. Cela concernait des processus essentiels tels que la conduite et la planification de l'engagement, les signatures et les procédures d'engagement de l'Armée suisse. Un exemple frappant en est le processus d'évolution sur le plan des signatures. Alors qu'antérieurement, les cartouches de présentation étaient carrées, aujourd'hui, elles sont rectangulaires et largement compatibles avec les signatures de l'OTAN.



L'engagement de promotion de la paix de la SWISSCOY au profit de la KFOR permet à l'Armée suisse d'acquérir des compétences et des capacités à long terme et d'augmenter l'interopérabilité.



En tant que membres de la SWISSCOY, les policiers militaires suisses font également partie de la police militaire multinationale de la KFOR. La police militaire dans son ensemble peut profiter durablement de cet échange international et de ces expériences.



Le 9 mars 2024, la SWISSCOY a repris le commandement de la compagnie de transport multinationale de la KFOR de l'Armée fédérale autrichienne. Cela permet à l'Armée suisse ainsi qu'à ses cadres de milice et professionnels la possibilité d'acquérir des expériences variées dans un contexte international.



Dès octobre 2024, le commandant de la SWISSCOY (NCC) sera engagé en alternance avec l'Autriche dans la fonction de chef d'état-major ou de commandant du Joint Logistics Support Group de la KFOR. Le NCC occupe déjà le rôle de chef d'état-major depuis l'automne 2021.

En plus de 20 ans, l'utilisation des normes de l'OTAN dans le développement des forces armées a permis à l'Armée suisse d'augmenter continuellement son degré d'interopérabilité. Mais outre la participation aux opérations de promotion de la paix, le développement technologique est désormais un moteur essentiel de l'interopérabilité et des normes militaires qui y sont liées. L'efficacité optimale des systèmes d'armes modernes ne peut s'atteindre que dans le cadre d'un réseau. Les capteurs les plus divers y sont reliés aux moyens d'action via les processus de commandement correspondants. L'ensemble du système ne fonctionne que si les différents composants partiels sont interopérables. Ainsi, l'interopérabilité constitue désormais une condition fondamentale pour agir efficacement avec des moyens modernes dans l'environnement numérisé actuel.

### Renforcer la coopération internationale

Le renforcement de la capacité de défense implique donc une intensification de la coopération internationale afin de parvenir à l'interopérabilité nécessaire. La participation au programme qui a succédé au PARP, l'Individually Tailored Partnership Programme (ITPP), ou Programme de partenariat sur mesure, dans le cadre du PPP, est donc de la plus haute importance, non seulement pour la poursuite des opérations de promotion de la paix, mais aussi pour le renforcement de la défense.

U. L.

Le 3 octobre 2024, le colonel EMG Alexandre Vautravers reçoit des mains du général de division Ulutas, le commandement du bataillon logistique et de Génie (JLSG) de la KFOR.





Visite du chef du Commandement des opérations au contingent 49, en mars 2024.

## Maintien de la Paix

### Les opérations de promotion de la paix, un important retour sur investissement pour l'armée

#### Commandant de Corps Michaud

Chef du Commandement des Opérations

La Suisse contribue activement à la promotion militaire de la paix autour du globe depuis 1953. Dans ce contexte, notre pays est vu comme un partenaire fiable, en témoignent les nombreuses tâches clefs qui lui sont confiées dans les missions internationales. Pourtant, ces tâches accomplies au service de la paix ne profitent pas uniquement aux populations locales mais aussi directement à notre armée. Elle peut y acquérir une partie du savoir-faire nécessaire au développement de capacités spécifiques.

Dans le domaine de la conduite, ce retour d'expérience est particulièrement essentiel pour le développement d'une approche multidomaine, autrement dit la capacité d'orchestrer en permanence les actions militaires dans tous les espaces d'opérations et domaines transversaux.

Les engagements subsidiaires dont l'Armée suisse a l'habitude ne laissent par nature pas une grande latitude au commandant militaire, car la majorité des prestations sont attribuées par les autorités civiles qui en ont la responsabilité. A contrario, dans une opération de promotion de la paix, comme celle de la KFOR, la diversité des moyens en main du commandant militaire permet d'alterner entre actions cinétiques et non-cinétiques selon les effets recherchés. Cela nécessite une approche intégrale de la conduite n'isolant pas les acteurs mais considérant que ceux-ci sont imbriqués au sein d'un système complexe et qui identifie les leviers sur lesquels agir.

Tant au niveau des processus d'état-major que des systèmes de mise en réseau, cela induit néanmoins des défis particuliers, compte tenu de la rapidité des échanges d'information et des capacités propres et adverses toujours plus diverses. Les opérations multidomaines requièrent, entre autres, une grande interopérabilité entre des acteurs avec des standards communs, qu'ils soient nationaux ou internationaux afin de pouvoir synchroniser des effets.

Même si elle repose sur des systèmes de mise en réseau, l'interopérabilité nécessite pourtant avant tout d'investir dans le facteur humain parce que c'est lui qui doit en comprendre et maîtriser les ressorts conceptuels. L'intégration toujours plus importante d'officiers suisses dans les états-majors internationaux y contribue largement. Une année d'engagement dans un état-major international permet d'en comprendre le fonctionnement, d'intégrer les processus, et d'en maîtriser le langage spécifique.

De retour de mission, ces officiers peuvent utiliser ce savoir-faire dans la planification et la conduite des opérations et engagements de l'armée, ou le transmettre au sein de la Formation supérieure des cadres en formant les futurs officiers d'état-major aux processus internationaux. Quand un certain volume de militaires de milice et de carrière interopérables sera ainsi atteint, l'armée pourra aligner de manière exponentielle ses procédures d'intervention et ses processus de conduite sur les standards internationaux éprouvés.

A ce titre, la reprise au mois de d'octobre 2024 par la Suisse du commandement du Joint Logistic Support Group (JLSG), épine dorsale de la KFOR pour les questions logistiques, contribuera activement à ce retour d'expérience en nous permettant d'accéder à une fonction à forte valeur ajoutée, directement subordonnée au COM KFOR. De la même manière, la Suisse occupe depuis 2019 la place de Chief Tactical Effect Center (TEC) au Commandement régional Est de la KFOR (RC EAST). En tant que responsable des opérations non-cinétiques dans ce commandement de niveau brigade, il est responsable du réseau de la coopération civilo-militaire, il mène des opérations d'information et en évalue les effets en collaboration avec les Liaison and Monitoring Teams. Cette expérience est particulièrement pertinente dans le développement d'une approche multidomaine en Suisse, approche qui ne repose justement pas uniquement sur des effets cinétiques. Ce savoir est bien entendu utile

dans une opération de défense durant laquelle les actions civiles et militaires doivent se conjuguer.

COM JLSG, Chief TEC, mais aussi Political Advisor, chef des opérations d'information, officier d'état-major à l'Intelligence Surveillance and Reconnaissance Bataillon et bien d'autres, ces fonctions clefs tenues par des Suisses jouent un rôle qui ne doit pas être négligé dans la réussite des missions de la KFOR, mais aussi dans la transformation de l'Armée suisse.

Dans le domaine des acquisitions finalement, l'utilisation de systèmes dans la durée permet de tester le matériel d'engagement, mais également d'éprouver ses procédures d'emploi. La section de pionniers du Freedom of Movement Detachment (FoMD) et les spécialistes du déminage ont par exemple testé du matériel et des procédés d'engagement, notamment des drones, de manière approfondie dans un contexte opérationnel. De même, le futur système d'information et de conduite de l'armée permettant justement la mise en réseau et la synchronisation multidomaine est actuellement testé par SWISSINT.

Tous ces systèmes et procédures peuvent être exploités pendant des décennies et dans des conditions qui ne sont pas reproductibles en Suisse. Ces années d'expériences cumulées sont particulièrement pertinentes dans le cadre du renforcement de la capacité de défense, notamment pour la capacité à durer, la décentralisation et l'autonomie des forces, mais aussi pour la force protection et pour le contrôle des mouvements dans un milieu semi-permissif, domaines où la troupe a acquis un savoir-faire clef au Kosovo.

L'expérience opérationnelle a cela de particulier par rapport à un exercice qu'elle est abordée avec une prise de conscience supérieure de la menace, de l'environnement et des conséquences issues des actions menées. Elle est aujourd'hui indispensable au développement de l'armée et de sa capacité de défense parce que la conduite de la guerre moderne, vu sa complexité, ne peut plus être entraînée en vase clos et nécessite des standards connus de tous les acteurs. En offrant, dans tous les domaines, des expériences irremplaçables et non reproductibles en Suisse, les opérations de promotion de la paix contribuent à étendre la profondeur stratégique de notre pays et au renforcement de la capacité de défense.

L. M.

Visite du chef du Commandement des opérations au contingent 51 de la SWISSCOY et au contingent 41 de l'EUFOR, durant le cours d'instruction à Stans en septembre 2024.





## Maintien de la Paix

### Mise en œuvre de la mission de l'armée pour la promotion de la paix

#### Colonel EMG Christoph Fehr

Commandant du Centre de compétences SWISSINT

L'Armée suisse s'engage depuis plus de 70 ans dans la promotion de la paix internationale. Depuis 1995, cette mission de l'armée est également ancrée dans la loi militaire. Le Centre de compétences SWISSINT à Stans-Oberdorf et son équipe de 100 personnes sont responsables de la mise en œuvre de cette mission de l'armée.

Environ 300 membres de l'armée sont actuellement déployés au sein de douze missions dans 18 pays, accomplissant diverses fonctions. La mission la plus connue de promotion de la paix est sans doute la SWISSCOY en faveur de la KFOR au Kosovo. Les 215 femmes et hommes au maximum soutiennent le mandat de la KFOR avec leur savoir-faire civil et militaire dans plus de 100 différentes fonctions et contribuent à la stabilité et à la sécurité dans cette région. En outre, l'Armée suisse participe à des missions de l'ONU dans le monde entier avec des observateurs militaires et des officiers d'état-major, déploie des spécialistes dans les domaines du déminage, de la gestion de bases de données et de la logistique dans le programme humanitaire de déminage de l'ONU et soutient le développement des capacités des Peace Support Training Centres au Ghana et au Kenya avec des officiers de la milice et des militaires de carrière. D'autres officiers travaillent au siège de l'ONU à New York dans différentes fonctions, notamment en faveur du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et du Service d'action contre les mines (UNMAS). En février 2024, le poste de « Deputy Military Advisor UN Women » a pu être occupé pour la première fois par une officière suisse. Ses tâches principales sont, entre autres, de fournir une expertise militaire pour soutenir le mandat de la UN Women et de représenter cette organisation lors de réunions internationales, intergouvernementales et régionales. Cela est particulièrement intéressant dans la perspective d'augmenter la présence des officières suisses dans les missions de l'ONU, ce qui est demandé par l'ONU, mais constitue également un objectif de la cheffe du DDPS, la présidente de la Confédération, Viola Amherd.

#### Return on Investment

Le large spectre d'engagements dans des missions de promotion de la paix n'offre pas seulement des possibilités d'emploi intéressantes pour les femmes et les hommes, mais représente également une valeur ajoutée pour l'Armée suisse. Le savoir-faire acquis par les peacekeepers après la fin de leur mission est réintégré dans la formation des futurs membres de l'armée, dans les formations de milice pendant les cours de répétition et dans l'administration fédérale. L'engagement dans la promotion internationale de la paix offre en outre la possibilité de tester la durabilité de l'équipement grâce aux déploiements de longue durée ainsi que d'évaluer du nouveau matériel pour les prochaines étapes de développement de l'armée. Un tel exemple est celui des systèmes de ponts Mabey, qui sont utilisés après les intempéries de juillet de cette année au Tessin. De plus, dans le cadre des missions de promotion de la paix, des mini-drones sont actuellement testés et l'année prochaine, des systèmes de défense contre les drones seront également évalués. L'utilisation de ce dernier – par exemple lors de conférences comme celle du Bürgenstock en juin dernier ou du World Economic Forum – relève justement de la compétence des autorités civiles en vertu de la législation suisse. Le fait que le commandant de la KFOR soit responsable de l'espace aérien au Kosovo offre à l'Armée suisse la possibilité d'utiliser la défense contre les drones au profit de la mission, de la tester simultanément et d'acquérir ainsi des expériences précieuses. De ce fait, un retour sur investissement à grande échelle est réalisé et une contribution importante est apportée au renforcement de la capacité de défense.

#### Défis pour SWISSINT

L'un des grands défis de SWISSINT est le recrutement permanent de personnel. Comme les engagements dans la promotion de la paix sont volontaires et que seule une petite partie des 300 peacekeepers est constituée de militaires de carrière, il faut recruter sur le marché public du travail. Cela implique que SWISSINT doit mobiliser (et



également dissoudre) deux fois par an une grande PME : une mission dans le cadre de la SWISSCOY dure six mois; les membres d'EUFOR ALTHEA en Bosnie-Herzégovine sont également déployés pendant six mois ; les autres missions durent au moins un an. En outre, cela signifie que chaque année, environ 600 hommes et femmes sont équipés, préparés à leur mission et encadrés pendant leur engagement. Ce taux de rotation élevé nécessite une gestion efficace du personnel.

La grande fluctuation du personnel représente également un défi important pour le Centre d'instruction (CI) SWISSINT qui est responsable de la formation axée sur l'engagement. Les futurs peacekeepers apportent des compétences de base très diverses. Ainsi, les instructeurs doivent former un large éventail d'individus, allant de jeunes femmes sans formation militaire à des militaires de carrière expérimentés. A cela s'ajoutent les différentes fonctions et les diverses régions d'engagement. Sans le soutien des partenaires au sein de l'armée (Base logistique de l'armée, Police militaire, Forces aériennes, Formation d'application du génie/sauvetage/ABC, Commandement DEMUNEX, Commandement Cyber), cela ne serait pas possible.

### Développements futurs

Avec la SWISSCOY, l'Armée suisse a actuellement un contingent déployé en faveur de la promotion de la paix. A moyen terme, l'objectif est de constituer un deuxième contingent qui sera utilisé dans le cadre d'un mandat de l'ONU. En novembre 2024, l'ONU a procédé à une évaluation de trois formations suisses que la Suisse a inscrites dans le « UN Peacekeeping Capability Readiness System » (PCRS), c'est-à-dire le système de disponibilité de l'ONU et qui pourraient être demandées pour des engagements futures. Les efforts de l'ONU pour restructurer ses missions dû à l'évolution et la détérioration de la situation sécuritaire dans la plupart des régions d'engagement (voir texte « Les missions de paix de l'ONU en pleine mutation » à la page 15) auront aussi un impact sur le Centre de compétences SWISSINT. Ainsi, la demande accrue de spécialistes qui en résultera mettra davantage de pression sur le recrutement du personnel en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée sur le marché du travail public. Pour le CI SWISSINT, cela représentera également un surcroît de travail, car plus d'individus devront être préparés à leur fonction spécifique par une formation axée sur l'engagement. Une restructuration de la formation est en cours d'élaboration par la CI afin de tenir compte de ces évolutions.

Par ses engagements internationaux, l'Armée suisse apporte une contribution importante à la promotion de la paix et donc à la sécurité internationale. Malgré les défis, notamment en matière de recrutement du personnel et de formation axée sur l'engagement, ces missions permettent d'acquérir des expériences précieuses tant pour l'armée que pour la Suisse dans son ensemble. La mise en place prévue d'un deuxième contingent ainsi que les adaptations nécessaires aux développements futurs des missions de l'ONU montrent l'engagement continu de la Suisse dans la promotion internationale de la paix.



## Maintien de la Paix

### Les missions de paix de l'ONU en pleine mutation

#### Lieutenant-colonel Vincent Choffat

Conseiller militaire adjoint, Mission permanente de la Suisse auprès de l'ONU à New York

Face à des exigences croissantes et des mandats plus étendus, dans un contexte de méfiance de la population et de pénurie des ressources, l'heure est venue de repenser l'engagement de l'ONU dans le domaine de la paix. Des solutions se dessinent, qui seront porteuses d'opportunités pour la promotion de la paix de la Suisse.

En 2023, l'ONU a célébré 75 années de maintien de la paix. Depuis la création de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) au Proche-Orient en 1948, l'ONU a mis sur pied un total de 71 missions de maintien de la paix. Dans de nombreux pays, celles-ci ont réellement contribué à améliorer la protection de la population et favorisé les processus de paix. Si, dans les premiers temps, l'accent a été mis sur les missions d'observation « traditionnelles » au sens du chapitre VI de la Charte des Nations Unies (Règlement pacifique des différends), l'ONU privilégie depuis plus de 20 ans le maintien de la paix multidimensionnel. Ces missions, définies au chapitre VII (mesures coercitives) de la Charte, sont plus ambitieuses et tentent de traiter durablement les causes des conflits. Elles sont axées prioritairement sur la mise en place de structures étatiques : les forces armées et de sécurité, l'Etat de droit, la protection de la population civile ainsi que les droits de l'homme et l'égalité des sexes.

#### Difficultés à remplir les mandats

Les missions menées par l'ONU dans un Etat hôte, censées assumer des mandats à la portée de plus en plus vaste et répondre à des attentes souvent élevées, doivent composer avec des ressources limitées et l'absence de volonté politique pour la mise en oeuvre. Il en résulte des frustrations et l'ONU devient un bouc émissaire. La perception d'échec étant encore amplifiée par la désinformation, les Etats hôtes estiment légitime de faire appel à d'autres partenaires de sécurité (comme les entreprises de sécurité privées). Ces partenariats ne conduisent pas forcément à une amélioration de

la sécurité, au contraire. L'expérience au Mali ou en République centrafricaine a mis en évidence la multiplication des attaques violentes contre l'opposition politique et la population.

#### Missions de maintien de la paix de l'ONU repensées

Un appel fort a été lancé pour repenser l'engagement de l'ONU dans le domaine des missions de promotion et maintien de la paix et l'adapter aux réalités actuelles. Cet appel a été entendu. Ainsi, dans le Nouvel Agenda pour la paix de juillet 2023, le secrétaire général de l'ONU réclame une meilleure intégration des différents instruments de l'ONU et des organisations régionales en matière de prévention, de gestion des conflits et de reconstruction. Cet objectif doit être atteint en (I) renforçant l'engagement en faveur de la prévention et de la paix durable, (II) valorisant la consolidation de la paix et son interdépendance avec les objectifs de développement et de climat et (III) réévaluant le rôle des missions de maintien de la paix.

Dans l'ensemble, on constate un recul des missions militaires et un essor des missions politiques avec du personnel en uniforme. Certains rôles sont confiés aux équipes de pays, formées des différentes agences onusiennes intervenant localement dans le domaine de l'humanitaire et du développement. En effet, ces équipes ne sont pas soupçonnées d'entraver la souveraineté, et sont plus agiles et moins vulnérables aux campagnes de désinformation.

#### Implication accrue des organisations régionales

De nouvelles formes de coopération pourront en outre renforcer le maintien de la paix en tant qu'instrument de l'ONU. Ainsi, les missions de paix dirigées par des organisations régionales, comme l'Union africaine, pourraient être financées par des contributions

obligatoires de l'ONU. Cette approche permettrait de remédier à deux faiblesses des missions de l'ONU : l'incapacité de l'ONU à imposer la paix et le fait que les instruments adaptés à la lutte contre le terrorisme lui font défaut. L'avenir nous dira si les organisations régionales sauront apporter une solution. Cela dit, il reste essentiel pour l'ONU que les missions régionales qu'elle finance respectent le droit international humanitaire et les droits de l'homme et sanctionnent les violations de ces droits en appliquant un cadre normatif strict (Compliance Framework).

### **Chances pour la Suisse**

Les défis et tendances évoqués ici concernent directement la Suisse en sa qualité d'Etat, certes de petite taille, mais fournissant des services de police et des troupes. Dans le cadre de l'ONU, la Suisse déploie actuellement une quarantaine de personnes en civil et en uniforme (membres de l'armée et des corps de police cantonaux) dans huit missions. L'augmentation des risques auxquels est exposé le personnel doit être prise en compte en termes de formation, d'équipement et de suivi de la situation.

La tendance au renforcement des missions d'observation, des missions politiques et des équipes de pays de l'ONU offre clairement des opportunités à la Suisse. Celle-ci a en effet une longue expérience reconnue dans le domaine de l'observation militaire, tant au sein de l'ONU qu'en dehors, et dirige actuellement la première mission d'observation de l'ONUST au Proche-Orient, dont les rênes ont été confiées au divisionnaire Patrick Gauchat. En outre, les besoins en observateurs seront vraisemblablement plus importants, tant sur le plan des effectifs (par exemple à la FISNUA, à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud), que sur le plan programmatique (notamment avec l'émergence de nouveaux moyens et objectifs d'observation ainsi que, pour la Suisse, d'autres zones linguistiques, comme dans

le cas de l'UNVMC en Colombie). Il est donc nécessaire de mettre l'accent sur le recrutement et la formation.

### **Expertise suisse internationalement reconnue**

La promotion militaire de la paix menée par la Suisse ne devrait pas se cantonner aux missions de paix de l'ONU. Actuellement, l'Armée suisse envoie par exemple des experts en déminage humanitaire ou dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration. Dans les pays où l'ONU intervient sans composante militaire, le déploiement des experts de l'Armée suisse doit prendre des formes flexibles.

Le renforcement du rôle des organisations régionales recèle pour la Suisse de nouvelles opportunités. La Confédération dispose d'un savoir-faire spécifique reconnu en matière de droit international humanitaire et de droits de l'homme. Elle peut, notamment par l'intermédiaire du DFAE, proposer cette expertise à l'ONU, à savoir au Secrétariat, aux missions et aux équipes de pays, ainsi qu'aux organisations régionales, entre autres pour la mise en place et le développement de cadres de conformité. La réforme des secteurs de la sécurité et de la justice et leur appropriation par les autorités de l'Etat hôte gagneront également en importance. Les membres des corps de police et des autorités judiciaires et pénitentiaires, qui sont à même de proposer sur le long terme une prestation de conseil à l'Etat hôte, pourront donc apporter une contribution particulière. Sur ce point aussi, la Suisse dispose d'une expertise spécifique.

Face aux transformations que connaît actuellement le rôle de l'ONU en matière de promotion de la paix, la Suisse a l'occasion de participer à l'élaboration d'une nouvelle approche et ainsi de se profiler dans ce domaine.

V. C.



10.10.2024 : Chaque rotation de contingent et prise de commandement couronne des mois de formation, de sélection et de recrutement.

## Maintien de la Paix

### Les carrières possibles dans le cadre des missions de promotion de la paix

#### **Dr. Michael Freudweiler**

Commandant remplaçant, Centre de compétences SWISSINT

Les engagements dans la promotion de la paix sont basés sur le volontariat. Afin de répondre aux besoins croissants dans des domaines hautement spécialisés tels que les domaines de désarmement, démobilisation et réintégration ou de réforme du secteur de sécurité, par exemple, des possibilités de carrières plus longues ont été créées.

Evidemment aucun soldat ne va à l'engagement sans décision politique préalable. Tout aussi évident paraît le fait, que l'argent soit toujours encore le nerf de la guerre. Les ressources primordiales pour tous les engagements en Suisse ou à l'étranger sont toutefois les hommes et les femmes mobilisés, préparés et finalement engagés. Sans eux, aucun engagement ne serait possible. La loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire (LAAM), stipule que le service de promotion de la paix est accompli par des personnes ou des troupes suisses spécialement formées à cet effet et que l'inscription en vue d'une participation à un engagement de promotion de la paix est volontaire.

#### **Fonctions de spécialistes parfois difficiles à pourvoir**

Le volontariat dans les engagements de promotion de la paix a des conséquences opérationnelles : Les soldats suisses ont dans les missions internationales des postes de service que nous réussissons à alimenter tout en étant en concurrence avec le marché du travail Suisse. Un engagement à l'étranger est souvent attractif pour des jeunes qui finissent une éducation et cherchent une première expérience. Cela devient plus dur lorsque nous avons besoin de personnes spécialisées et expérimentées. Ainsi nous pouvons rarement accéder à des postes de haut niveau, car nous n'avons en règle générale pas assez de personnes pouvant accomplir le travail exigé par ces postes dans le long terme.

Le système de milice amène beaucoup d'avantage pour les missions de promotion de la paix : nous pouvons recruter

sur le marché du travail les spécialistes dont nous avons besoin. En règle générale ils ont les notions militaires nécessaires à un tel engagement, ayant accompli leur service militaire. De plus les soldats de milice amènent aussi des compétences interculturelles supérieures à beaucoup de leurs homologues étrangers. Ce système a toutefois aussi ses limites, car l'armée n'instruit pas en suffisance certaines spécialités pour pouvoir alimenter, dans les engagements de promotion de la paix, des postes spécifiques et ceci pour plusieurs années avec des volontaires.

#### **Des conditions d'engagement plus flexibles**

Dans le cadre des réflexions faites pour le développement du promotion de la paix, le Conseil fédéral a décidé plusieurs éléments clé le 25 novembre 2020. Un élément est que la Suisse continuerait à mettre l'accent sur la qualité des contributions, précisément des high value assets, particulièrement demandés à l'échelle internationale. Avec une offre suisse s'orientant encore davantage vers des contributions de qualité dans des créneaux particulièrement demandés, le besoin en personnel spécialisé dans le service de promotion de la paix augmentera.

Pour réaliser ce point essentiel du rapport, des possibilités d'emploi et d'engagement souples et individuelles pour toutes sortes de personnes et de catégories de personnel sont prévues : collaborateurs civils et militaires ainsi que personnel de milice. Les bases et directives nécessaires ont été adaptées afin d'augmenter la durée du contrat des volontaires pour les engagements de promotion militaire de la paix jusqu'à cinq ans renouvelables une fois (au lieu des six ou douze mois actuels). Une partie de la durée contractuelle peut être consacrée à l'instruction et à la préparation à l'engagement, et une partie plus longue à l'engagement lui-même ou à plusieurs missions, afin d'avoir un rapport raisonnable entre l'investissement et son efficacité. Une telle formation permet d'affecter des



volontaires – qu'ils soient militaires de milice, civils, militaires de carrière ou externes – à des fonctions auxquelles seul le personnel du DDPS ou presque était éligible jusqu'à présent. Cette mesure permettrait par exemple de proposer à un démineur de participer à une instruction supplémentaire, afin de soutenir une mission de l'ONU dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et réintégration (DDR) et après quelques missions dans ce domaine de poursuivre en tant qu'expert dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité (SSR). Possiblement une telle carrière pourrait aussi se développer dans le domaine de la gestion des armes et des munitions et aider des forces armées de gérer leurs stocks de manière adéquate, tels les projets menés en Bosnie et Herzégovine. De même, nous pourrions instruire dans des domaines particuliers qui nécessitent plus de temps, tel que par exemple les pilotes de drones, des volontaires, qui seraient prêt à se rendre en mission, sans que cela ait un impact sur la sécurité en suisse. Ceux-ci reviendraient après quelques années dans le système de milice avec beaucoup d'expériences qui seraient utiles à l'armée.

### **Des engagements sans mandat explicite de l'ONU et l'OSCE**

Un autre élément en développement, concerne le déploiement d'experts militaires en l'absence de mandat explicite de l'ONU ou de l'OSCE, afin de faire profiter de l'expertise militaire le DFAE, des organisations internationales ou régionales telles que l'ONU, l'OSCE, l'UE, la CEDEAO ou l'Union africaine dans le cadre des processus de paix et sur demande des parties en conflit. Le déploiement de ces experts militaire requiert une adaptation de la LAAM, qui est prévue pour 2026 et permettrait le déploiement auprès de l'ONU de spécialistes, se rendant pour de courtes durées dans des régions de crises. Ce genre de déploiement seront à l'avenir essentiels pour l'ONU, car ils permettent de créer d'entrée de jeu une grande confiance avec les responsables des état requérants et ont le potentiel de permettre la prévention de conflit. Ici aussi il s'agira de recruter des volontaires, ayant une grande expérience dans le domaine du promotion de la paix, pour aller travailler au sein d'un quartier général de l'ONU, que ce soit à New York ou en Europe où un centre d'expertise devrait être mis en place. Une demande de soutien explicite aura été déposée au préalable par un état et les spécialistes mettront à disposition leur expertise militaire selon les besoins de l'état en question.

Ces développements dans les carrières dans le cadre du promotion de la paix militaire, qui sont au départ prévu pour une dizaine d'experts, donnent à l'armée plus de flexibilité et permettent de mieux répondre aux besoins des partenaires internationaux. Ils permettent aussi une certaine sécurité d'emploi et donnent des perspectives aux volontaires qui s'engagent dans le service de promotion de la paix au sein de l'armée.



## Maintien de la Paix

### 25 ans de la SWISSCOY – une rétrospective

**Sandra Stewart**

Communication SWISSINT

Début octobre 1999, le premier contingent de la SWISSCOY, composé de 160 militaires, a été déployé en mission. Depuis lors, près de 10'000 militaires, dont 869 femmes, se sont engagés au Kosovo dans le cadre de la KFOR. Les tâches ont toujours été adaptées aux besoins de cette mission qui est dirigée par l'OTAN. Ainsi, cette présence de longue date se caractérise avant tout par une évolution constante.

Le 23 juin 1999, le Conseil fédéral a décidé, sur la base de la résolution 1244 de l'ONU, de participer militairement à la Kosovo Force (KFOR). L'Armée suisse a ensuite recruté 160 militaires avec des profils professionnels très divers et les a instruits à l'engagement dès le mois de juillet sur la place d'armes de Bière. En parallèle, des spécialistes du Corps des gardes-fortifications ont installé des conteneurs pour héberger et fournir des bureaux aux membres de la SWISSCOY dans le camp Casablanca, près de Suva Reka au Kosovo, où ils étaient stationnés dès octobre avec des soldats allemands et autrichiens. En vertu de la loi sur l'armée en vigueur à l'époque, l'engagement n'était pas armé. L'armée autrichienne a assuré la protection des éléments suisses et assuré la garde du camp avec les militaires d'Allemagne.

#### Accomplissement de la mission au début

Au début, la SWISSCOY était une unité de soutien uniquement logistique au profit du bataillon autrichien de la KFOR et fournissait des prestations telles que des transports, l'approvisionnement en carburants, le traitement de l'eau potable et l'entretien du camp. Le spectre des tâches de la SWISSCOY comprenait également la reconstruction de ponts importants pour la circulation de la KFOR et la réhabilitation de routes afin d'assurer la liberté de mouvement des troupes de la KFOR. Dans le cadre de la coopération civile-militaire, les militaires suisses ont également appuyé des projets de reconstruction civils, tels que la construction de bâtiments scolaires, et ont servi d'intermédiaires entre les personnes civiles en quête d'aide et les organisations humanitaires.

En juin 2001, le peuple suisse a approuvé l'armement de soldats pour assurer leur propre protection dans les opérations de promotion de la paix. C'est ainsi qu'en octobre 2002, le premier contingent armé de la SWISSCOY a pu être engagé. Il a été augmenté d'une compagnie d'infanterie pour participer aux patrouilles, à la surveillance des convois et à la sécurité des camps et se composait désormais de 220 personnes. Les Forces aériennes suisses s'engagent également depuis octobre 2002 au Kosovo et sont à la disposition de la KFOR avec jusqu'à deux Super Puma pour le transport de personnes et de matériel.

#### Adaptation constante des tâches

Grâce à l'amélioration initiale de la situation sécuritaire au Kosovo, la KFOR a progressivement réduit le nombre d'éléments de sécurité et concentré ses forces sur la surveillance du développement du pays. Pour ce faire, elle a engagé des équipes de liaison et de surveillance (Liaison and Monitoring Teams, LMT), réparties dans tout le pays, qui, en dialoguant avec la population et les autorités, ces équipes recueillent des informations pertinentes pour la sécurité à l'attention du quartier général de la KFOR. La SWISSCOY s'est adaptée à ces changements et a engagé plusieurs LMT sur différents sites depuis 2010. Une équipe EOD (Explosive Ordnance Disposal, élimination des munitions non explosées) est venue s'y ajouter à partir de 2010 afin d'éliminer des munitions ou des mines trouvées et de reconnaître par exemple, de nouvelles places d'atterrissage pour hélicoptères.

Deux ans plus tard, les prochains grands changements dans les tâches de la SWISSCOY ont eu lieu: en 2012, la compagnie d'infanterie a été retirée, ce qui a permis un engagement accru en faveur des LMT. De plus, un colonel suisse et son état-major ont pris le commandement du Joint Regional Detachment (JRD) North au camp Novo Selo. Celui-ci était responsable des unités non cinétiques au nord, c'est-à-dire les LMT, et était directement subordonné au commandant de la KFOR. La même



année, le Camp Casablanca a été fermé, et les membres de l'Armée suisse ont été transférés en partie au camp de Prizren de la Bundeswehr allemande et en partie au quartier général de la KFOR à Pristina.

### Réduction de la taille de la troupe

Au printemps 2018, le camp de Prizren a également été fermé et un nouveau déménagement a été nécessaire, cette fois vers le nord, au camp de Novo Selo. Parallèlement, la première réduction du contingent à 190 soldats, décidée par le Parlement, a eu lieu. Cette décision est due au fait que la KFOR s'est restructurée, ce qui a entraîné la dissolution des trois Joint Regional Detachements. Un Regional Command East sous commandement américain et un Regional Command West sous commandement italien ont reçu la responsabilité de l'espace et étaient donc responsables des forces cinétiques et non cinétiques. La remise du commandement de la JRD North a permis d'économiser les fonctions nécessaires à cet effet. La deuxième réduction à 165 personnes a eu lieu en octobre 2019. Ainsi, 20 ans après le début de son engagement, la SWISSCOY était à nouveau présente avec pratiquement le même effectif, mais avec des tâches différentes. Certaines prestations nationales, comme la maintenance des véhicules ou l'entretien de l'infrastructure, sont nécessaires indépendamment de la proportion d'éléments Suisses du contingent qui sont directement affectés à la KFOR pour l'accomplissement des missions opérationnelles (OPCON). La réduction de la taille des troupes a donc également entraîné une diminution de la part OPCON.



Le changement s'est poursuivi : à partir du printemps 2021, la SWISSCOY comprenait à nouveau une section de pionniers afin de combler les lacunes de capacité de la KFOR dues à la détérioration de l'environnement de politique de sécurité. Le Parlement avait approuvé à cet effet une augmentation à 195 membres de la SWISSCOY. Depuis lors, les pionniers font partie du « Freedom of Movement Detachment » (FoMD) de la KFOR, en association avec des forces internationales, et sont chargés d'ouvrir et de dégager les routes bloquées. En outre, ils sont responsables de tâches typiques de génie civil et de construction, ainsi que de la construction et du démantèlement d'infrastructures de camp.

### Opportunités par la reprise de la compagnie de transport

La SWISSCOY se montre également flexible et adaptable en cette 25<sup>e</sup> année de son existence. Ainsi, au printemps 2024, le 50<sup>e</sup> contingent a pris en charge la compagnie de transport opérationnelle de la KFOR, qui était jusqu'alors sous le commandement de l'Autriche. Pour assurer cette tâche supplémentaire, l'effectif du contingent a été augmenté de 20 militaires, comme l'avait décidé le Conseil fédéral le 29 novembre 2023. La compagnie de transport est engagée pour toutes les missions opérationnelles que les nations fournissant des troupes au sein de la KFOR assument. Ainsi, elle accomplit des tâches dans le domaine du transport de personnes et de matériel pour toute la mission.



La compagnie de transport dispose également de spécialistes chargés de la maintenance, de l'entretien et de l'éventuelle récupération des véhicules. Les chauffeurs suisses sont en outre engagés, comme jusqu'à présent, dans le cadre du FoMD, conjointement avec les pionniers suisses et les spécialistes EOD.

De ce fait, de nouvelles fonctions internationales s'ouvrent pour les cadres moyens et supérieurs. Ainsi, le poste de commandant du Joint Logistic Support Group (JLSG) sera désormais occupé alternativement par la Suisse et l'Autriche, en alternance avec le poste de chef d'état-major de cette unité de la KFOR. La reprise de la compagnie de transport signifie également un changement dans les structures de la SWISSCOY. Jusqu'à présent, le « National Support Element (NSE) » était responsable de toutes les tâches nationales et opérationnelles dans les domaines de la maintenance, de la logistique, du génie et du transport. Cet élément est désormais structuré en deux compagnies : La « Support Company », qui remplit des tâches nationales mais aussi opérationnelles, et la « Transport Company », engagée de manière opérationnelle. La part de l'OPCON passe ainsi à plus de 80%. Le reste des troupes continuera d'accomplir des tâches nationales importantes, permettant ainsi de maintenir les prestations des éléments OPCON.

### Développement de nouvelles compétences

La prise en charge de la compagnie de transport implique que les capacités dans différents domaines au sein du Centre de compétence SWISSINT soient développées et renforcées. Des moyens supplémentaires sont nécessaires, en particulier dans le domaine du transport de personnes et de matériel, afin de pouvoir remplir pleinement le spectre des missions de cet élément opérationnel au sein de la KFOR. Une capacité de récupération minimale est certes présente chez les éléments suisses dans la zone d'opération, permettant de récupérer des véhicules jusqu'à 7,5 tonnes. Ce qui dépasse cette limite est actuellement en partie pris en charge par les moyens d'autres nations fournissant des troupes au sein de la KFOR. C'est pourquoi la Suisse développe actuellement de manière continue la capacité de « récupération et levage » au profit de la KFOR. Ce développement se fait au moyen d'un cluster de connaissances, composé de spécialistes expérimentés, qui élaborent les concepts et les formations correspondants pour les personnes déployées. En outre, des acquisitions supplémentaires sont évaluées afin de permettre également la récupération de camions lourds, d'équipements et de véhicules à chenilles. Au sein de l'Armée suisse, la récupération de moyens lourds n'est pas encore profondément mise en œuvre. Grâce au développement des compétences au Kosovo, le savoir-faire dans ce domaine peut être réinvesti pour renforcer la défense nationale.

S. S.





Le «Freedom of Movement Detachment» ou «Mobility Support Detachment» suisse est en mesure d'opérer dans tout type d'environnement, permissif ou non, car l'ensemble de ses moyens sont protégés.

## Maintien de la Paix

### Un engagement en faveur de la sécurité et de la stabilité

**Daniel Seckler**

Chef de la Communication, SWISSINT

La paix et la stabilité dans les Balkans représentent un intérêt direct pour la Suisse. Et l'Armée suisse y contribue en envoyant des contingents SWISSCOY pour la Kosovo Force (KFOR) ainsi que des militaires pour la mission ALTHEA de l'European Union Force (EUFOR) en Bosnie-et-Herzégovine. Les missions accomplies par les soldats et soldats engagés là-bas influent directement sur la sécurité de cette région.

La paix et la stabilité dans les Balkans sont importantes pour la Suisse du point de vue de la politique de sécurité. Bien que la situation au Kosovo soit actuellement stable, elle n'en reste pas moins volatile. Dans ce contexte, la KFOR demeure nécessaire même après 25 ans en tant que garante militaire d'un environnement sûr, propice au développement du Kosovo et à la stabilité de toute la région. En participant à la KFOR, la Suisse montre sa volonté d'assumer ses responsabilités quant à la stabilité des Balkans. Au vu de la situation en Europe de l'Est, cette participation est d'autant plus importante. C'est ce qu'a expliqué le Conseil fédéral dans son message sur la dernière prolongation du mandat de la SWISSCOY au profit de la KFOR. Mais comment l'Armée suisse peut-elle contribuer à la stabilité ? Dispose-t-elle des compétences adéquates ? Les prestations fournies par les militaires suisses contribuent-elles efficacement à la stabilité de la région ?

#### Une contribution de qualité

Du point de vue quantitatif, la SWISSCOY, avec un effectif de 215 militaires, représente tout juste 5 % des troupes de la KFOR. Ainsi, elle fournit une contribution en personnel légèrement supérieure à la moyenne des 28 Etats participant à la mission. Les fonctions que les militaires suisses occupent et les missions qu'ils accomplissent constituent des prestations à haute valeur ajoutée pour la KFOR. Le major général Angelo Michele Ristuccia, ancien commandant de la KFOR, le confirme : « La Suisse fournit des prestations substantielles contribuant à la

stabilité dans tout le Kosovo, en mettant à la disposition de la mission des éléments importants et de qualité. De plus, les militaires suisses disposent d'un grand savoir-faire technique et militaire et en font profiter la KFOR. » Il fait en particulier référence aux prestations que la SWISSCOY fournit au profit des missions principales de la KFOR, à savoir la garantie d'un environnement sûr et stable (Safe And Secure Environment, SASE) ainsi que de la liberté de mouvement pour toutes les personnes au Kosovo (Freedom of Movement, FOM).

#### De vastes connaissances techniques

L'Armée suisse soutient la KFOR avec des éléments œuvrant au niveau opérationnel. Concrètement, il est ici question de contributions à l'élimination des munitions non explosées, au transport aérien, au suivi et à l'analyse de la situation, à la fourniture de soins médicaux ou encore aux activités de police militaire internationale, sous la forme d'officiers d'état-major à l'échelon du quartier général et du commandement régional. Cela inclut également la compagnie de transport que la Suisse a reprise de l'Autriche en mars 2024. Les membres de l'Armée suisse possèdent une vaste expertise, que la SWISSCOY illustre par exemple dans le domaine de la FOM. Le contingent suisse réalise des tâches au profit de cette mission de la KFOR dans le domaine des transports, du génie et de l'élimination des munitions non explosées. La Force Protection, autrement dit la protection des membres de la KFOR, est un autre élément, qui est toutefois assuré par d'autres nations participantes. L'ensemble de ces missions forme ce que l'on appelle un « Freedom of Movement Detachment » (FOMD), que la KFOR peut engager pour garantir la liberté de mouvement de toutes les personnes présentes au Kosovo, y compris celles participant à la mission elle-même. Ce détachement est régulièrement mobilisé – par exemple l'année dernière, lorsque des barrages routiers, appelés « roadblocks » dans le jargon, bloquaient des axes de circulation dans le nord du pays. Des pionniers

suisses ont ouvert ces barrages en déblayant les camions calcinés utilisés pour bloquer des routes. Cet engagement contribue non seulement à permettre à la population et aux organisations de circuler librement dans tout le pays, mais aussi à acquérir une expérience importante pour l'Armée suisse. Cette expérience vient enrichir les « Lessons learned » et ainsi, le service militaire en Suisse même, que ce soit pour les services d'instruction de la milice ou le travail des formations professionnelles, dans des engagements sur le territoire national ou dans le cadre de l'aide militaire en cas de catastrophe.

### Des tâches accomplies avec brio

L'engagement de la SWISSCOY a débuté en 1999, directement après la guerre du Kosovo, soit il y a 25 ans. Au premier abord, cela semble long. Toutefois, si l'on considère les événements et les crimes qui ont secoué le pays pendant la guerre et le fait qu'il ne s'est pas encore écoulé une génération depuis les faits, on peut facilement relativiser la durée de l'engagement. L'émotion liée aux événements est encore vive dans les esprits. Des évolutions positives se sont néanmoins produites au cours des années passées. Ainsi, au commencement de la mission, les effectifs de la KFOR étaient de plus de 50 000 soldats ; aujourd'hui, ils ont pu être réduits à environ 4000 militaires sans que cela entraîne une reprise du conflit dans tout le pays. On peut donc en conclure que la KFOR et la SWISSCOY remplissent leur mission et garantissent la stabilité de la région conformément à leur mandat. Grâce à la mission, la situation peut désormais être qualifiée de calme et stable dans la majeure partie du pays.

Néanmoins, des événements comme ceux de mai de l'année dernière montrent que la situation est fragile et parfois tendue, en particulier dans le nord du Kosovo, et que la présence de la KFOR reste donc importante : à l'époque, des émeutes dans cette région avaient donné lieu aux attaques les plus violentes de ces 20 dernières années contre les soldats de la KFOR, faisant de nombreux blessés des deux côtés. Dans ce contexte difficile, l'armée peut également acquérir des expériences matérielles et logistiques importantes, par exemple pour la mise en service de nouveaux véhicules ou de nouveaux équipements, en plus de la valeur ajoutée mentionnée précédemment. Ainsi, grâce à son engagement au Kosovo, la Suisse contribue à la paix et à la stabilité dans une région voisine et assume ses responsabilités envers la communauté internationale, tout en profitant d'une plus-value dans divers domaines.

D. S.





Le LMT K4 opère dans son secteur de responsabilité autour du village de Zubin Potok, dans le Nord du Kosovo. On distingue au loin la ligne de démarcation (ABL) avec la Serbie.

## Maintien de la Paix

### Des militaires suisses contribuent à assurer la sécurité au Kosovo

**Sandra Stewart**

Communication SWISSINT



L'une des tâches principales de la Kosovo Force (KFOR) consiste à assurer la sécurité et la stabilité au Kosovo. Pour pouvoir réagir rapidement à l'aide des moyens adéquats en cas d'événement, il est important que l'action des différents domaines et des éléments d'engagement de la mission soit coordonnée. Des militaires suisses participent à cette collaboration internationale dans le cadre de l'engagement de la SWISSCOY.

Les équipes de liaison et de surveillance (Liaison and Monitoring Team, LMT) et les cellules d'analyse des deux commandements régionaux de la KFOR – deux domaines dont font également partie des militaires suisses – contribuent de manière notable à la sécurité et à la stabilité du pays. Les LMT sont réparties sur plusieurs sites sur l'ensemble du territoire du Kosovo et sont les yeux et les oreilles de la KFOR. Elles sont en contact quotidien avec la population, les hommes d'affaires et les représentants des autorités, ce qui leur permet d'être informées des tensions éventuelles. Elles abordent directement les problèmes que rencontre la population au quotidien, se tiennent à l'écoute et perçoivent les évolutions sociétales et politiques. De telles informations sont très utiles pour

déceler les tendances présentant un potentiel de conflit à l'échelon régional, voire national, et pouvant avoir des répercussions négatives sur la sécurité et la stabilité au Kosovo et dans toute la péninsule balkanique. Elles sont résumées dans des rapports, puis transmises à la cellule d'analyse compétente.

### Analyse des informations importantes pour la sécurité

La SWISSCOY a des LMT sur six sites, qui sont composées chacune d'une dizaine de personnes. Les militaires suisses sont répartis dans des équipes de deux et sont accompagnés en permanence par des interprètes locaux. Les membres de quatre LMT sont logés dans des maisons à Malishevo, Prizren, Suva Reka et Mitrovica et vivent ainsi en contact étroit avec la population. Une LMT est stationnée au camp de Film City, le quartier général de la KFOR à Pristina, et est responsable de la région d'Obiliq, où elle dispose d'un Field Office depuis 2024. De même, le LMT Zubin Potok, qui travaille à partir du camp de Novo Selo, dispose également d'un Field Office. Contrairement aux camps de la KFOR, les bâtiments des LMT sont ouverts au public. Un secteur est en effet prévu pour que la population puisse directement adresser ses demandes à un interlocuteur. Les membres de la LMT prennent note de ces demandes et les transmettent au service compétent, de sorte qu'ils sont, entre autres, en contact étroit avec des organisations internationales. Grâce à la neutralité de leur pays, à leur plurilinguisme et à leurs connaissances des structures civiles, les Suissesses et les Suisses sont particulièrement compétents pour exécuter les tâches exigeantes des LMT.

### Base des décisions opérationnelles

La KFOR est divisée en deux commandements, le Regional Command East (RC-E) et le Regional Command West (RC-W), et dispose ainsi de deux cellules d'analyse, les Tactical Effects Centers (TEC), dans lesquelles

travaillent également des officiers suisses. Ces deux cellules sont chargées de trier et d'analyser en profondeur les informations en provenance de leur secteur et d'établir des rapports sur cette base. Le but est d'établir une image de la situation actuelle présentant autant de facteurs possibles et de détecter d'éventuels hotspots à un stade précoce. Les commandants du RC-E et du RC-W se servent de ces rapports pour prendre leurs décisions opérationnelles et les utilisent comme « baromètres » afin de déceler les changements de situation au sein de la population kosovare et de réagir de manière appropriée le cas échéant. Les deux commandements régionaux constatent, sur la base des rapports des LMT, les besoins spécifiques en information et peuvent si nécessaire charger toutes les LMT de recueillir les informations requises auprès de leurs contacts.

La fonction de chef TEC au RC-E est assumée par un officier suisse. Il reçoit les rapports quotidiens des trois LMT suisses de Mitrovica, Zubin Pozok et d'Obiliq qui se trouvent au RC-E. Son équipe, qui comprend un autre membre de la SWISSCOY, analyse et résume ces rapports avant de les transmettre au quartier général de la KFOR. Il peut également arriver que le chef TEC ait besoin de davantage d'informations pour se faire une image plus détaillée de la situation. Il prend alors contact avec les LMT concernées et leur demande des rapports complémentaires. Dans l'exercice de sa fonction de chef TEC, l'officier suisse participe ainsi au pilotage des activités des différentes LMT. Les LMT suisses à Malishevo, Prizren et Suva Reka se trouvent au RC-W et établissent par conséquent leurs rapports à l'intention du TEC RC-W.

### Une plus grande interopérabilité

Le travail de tous les membres de la SWISSCOY impliqués dans ce domaine contribue à la sécurité et à la stabilité du Kosovo. Les officiers suisses, qu'ils fassent partie de l'armée de milice ou qu'ils soient des militaires de carrière, profitent en outre du fait qu'ils sont informés en temps réel des interactions entre les différents éléments. Ils accumulent en particulier une expérience importante en collaborant avec des militaires de différentes forces armées. En outre, grâce à leur travail au sein de la KFOR, les officiers suisses se familiarisent avec les processus et les normes d'une formation d'engagement multinationale et acquièrent des compétences dans le domaine de l'interopérabilité.

S. S.B.





## Maintien de la Paix

### Entre tracer des frontières et construire des ponts

#### Officier spécialiste Vera Wagner

Deputy Team Commander, EUFOR LOT Mostar

Depuis 20 ans, des membres de l'Armée suisse sont engagés en Bosnie-Herzégovine au sein de l'EUFOR Althea. Par leur engagement, ils contribuent à un environnement sûr ainsi qu'à la stabilité dans ce pays marqué par la guerre des années 90. Grâce à des patrouilles et des rencontres avec la population locale, les militaires obtiennent des informations nécessaires pour évaluer la situation sur place.

Depuis 2004, la Suisse est engagée dans la mission EUFOR Althea en Bosnie-Herzégovine et contribue activement à la mise en œuvre du mandat de la résolution 1575 de l'ONU. La présence des troupes de l'EUFOR vise à remplir les tâches définies en 1995 dans les accords de Dayton et, dans le sens d'une mesure de dissuasion, à donner du temps aux autorités locales afin qu'elles puissent établir une politique durable dans un environnement sûr. La Suisse déploie trois officiers d'état-major qui, au camp Butmir à Sarajevo, évaluent la situation en matière de sécurité dans la zone d'intervention et participent à des discussions techniques multinationales. Les deux équipes de liaison et d'observation (LOT) à Mostar et Trebinje constituent la plus grande partie du contingent suisse. Stationnées en permanence sur place, elles constituent le système d'alerte précoce de la mission et fournissent de précieuses informations sur la situation locale en matière de sécurité au quartier général, qui les analyse et dresse un tableau de la situation sur l'ensemble du pays.

Les tâches quotidiennes du LOT comprennent les patrouilles, le monitoring des événements et les discussions avec les représentants de la communauté sociale, politique, économique et religieuse. En tant que commandant d'équipe adjoint, j'établis le plan hebdomadaire en planifiant ces activités, en choisissant les partenaires de réunion et en me coordonnant avec les interprètes. Il faut toujours rester flexible, car les plans quotidiens peuvent changer rapidement, de sorte que nous devons maintenir un niveau de préparation élevé. Les discussions nous permettent de savoir ce que les gens

pensent de la situation actuelle, ce qui les préoccupe et quels pourraient être les déclencheurs d'une éventuelle reprise de la guerre. J'apprécie beaucoup les discussions passionnantes avec la population locale, car selon la profession et l'origine sociale ou ethnique, les points de vue sur une seule question peuvent être très différents, même parmi les membres de l'équipe. En tant qu'anthropologue sociale, cela me fascine particulièrement.

#### Diversité culturelle et ethnique

Trebinje et Mostar offrent toutes deux des perspectives importantes sur la vie quotidienne des habitants dans la zone d'opérations. Trebinje, une ville pittoresque d'environ 31'000 habitants située dans la Republika Srpska (RS), se trouve au sud de l'Herzégovine, à quelques kilomètres des frontières avec la Croatie et le Monténégro, et est principalement peuplée de Serbes de Bosnie. Mostar, avec ses quelque 110'000 habitants, est particulièrement connue pour son vieux pont protégé par l'UNESCO. Elle est le joyau culturel et le centre économique de la région. La population de Mostar est divisée entre Croates bosniaques et Musulmans bosniaques, une division visible tant dans le paysage politique que lors d'une simple promenade dans la ville. A l'ouest, on trouve des églises catholiques, des drapeaux croates et des bars à cocktails, tandis que la partie est attire avec son baklava sucré, ses mosquées et son café turc. Cette séparation marquée a été activement créée à la suite de la guerre des années quatre-vingt-dix.

Encore aujourd'hui, certains habitants de Mostar refusent de traverser de l'autre côté de la ville, que ce soit pour des raisons idéologiques ou de sécurité. De même, les gens sont réticents à franchir la Ligne de délimitation inter-entité (Inter-Entity Boundary Line), c'est-à-dire la ligne de démarcation entre la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine (les entités politico-administratives basées sur les trois ethnies).

## Tensions nationalistes et sécurité fragile

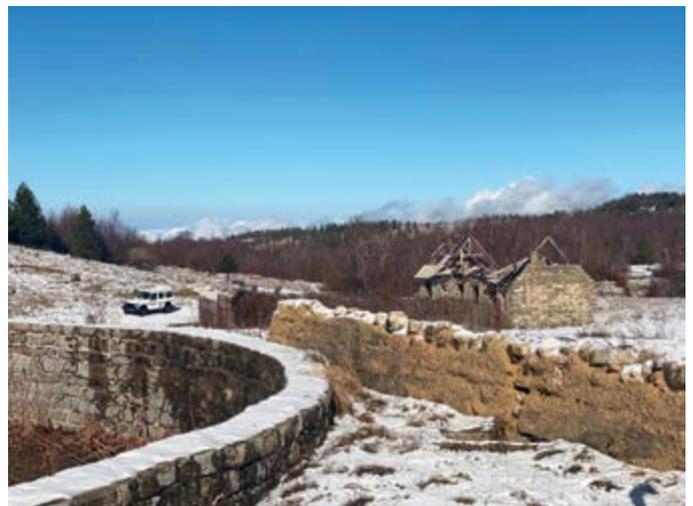
Pour nous, Suisses, membres d'une nation de volonté dans un pays également multiethnique, une coexistence constructive est une évidence. En Bosnie-Herzégovine, en revanche, règne un entêtement à vivre « contre » les autres, ou tout au plus « à côté » des autres. Ainsi, chaque ethnie dispose de son propre système scolaire avec son propre enseignement de l'histoire, de ses propres hôpitaux, voire de ses propres structures politiques. De nombreuses ruines rappellent encore les guerres passées, et presque chaque jour, une cérémonie commémorative a lieu pour les victimes de guerre, où les victimes et les auteurs sont clairement désignés. Plutôt que de travailler sur le traitement du passé et de se concentrer sur les points communs plutôt que sur les différences, le passé est activement instrumentalisé à des fins nationalistes.

La fragilité chronique et la crainte que tout puisse recommencer du jour au lendemain, comme autrefois, se reflètent profondément dans l'esprit bosniaque. Le début de la guerre d'agression russe en Ukraine au printemps 2022 a réveillé un traumatisme profond chez la population, qui réagit très sensiblement aux changements de la situation sécuritaire. Cela a montré que la modernité est davantage une époque de gestion des conflits qu'une ère de paix durable, et que, même trente ans après la dernière guerre, il s'agit de maintenir la sécurité à un certain niveau pour stabiliser la paix, plutôt que de la considérer comme acquise.

## Un environnement instructif en mission

Au sein de mes cinq contingents, répartis sur quatre ans, j'ai pu acquérir de précieuses connaissances sur la région et la mission militaire, que j'emporte avec moi pour la suite de mon parcours. J'ai appris à assumer la responsabilité d'une équipe, à être un modèle, à formuler des objectifs, à ne pas seulement savoir des choses complexes, mais aussi à les expliquer, et à prendre des décisions rationnelles sous la pression du temps. Je dois détecter les problèmes à temps et les endiguer afin d'éviter le pire, qu'il s'agisse d'opérations ou de la dynamique de l'équipe. Le fait d'écouter mon instinct m'a permis de prendre confiance en moi. J'ai appris que la mission est toujours prioritaire et que les intérêts personnels doivent passer au second plan pour le bien de l'équipe. Ce qui est particulièrement stimulant, c'est que nous travaillons ensemble tout en partageant le ménage et les loisirs. Communiquer ouvertement ce qui nous touche et discuter des choses ont presque toujours été la solution aux petits et grands conflits.

V. W.





L'ONU est présente au Cachemire depuis 75 ans déjà et depuis 2012, l'Armée suisse soutient la mission avec trois militaires. Dans les régions où la culture patriarcale est fortement marquée par la tradition, les pacificatrices ont accès à la population féminine, ce qui est extrêmement important pour l'évaluation de la situation actuelle.

## Maintien de la Paix

### Impressions d'une peacekeeper au Cachemire

#### Capitaine Vanessa von Viràg

Observatrice militaire du UNMOGIP

Depuis 2012, l'Armée suisse participe au Groupe d'observateurs militaires des Nations unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) au Cachemire. En s'engageant comme observatrice militaire dans cette mission, le capitaine Vanessa von Viràg effectue son quatrième engagement dans la promotion militaire de la paix.

Après un trajet de plusieurs heures sur des routes en lacets dans les montagnes le long de la ligne de démarcation (LoC) du côté de la région du Cachemire sous administration pakistanaise, notre 4x4 arrive dans un petit village très isolé pour accomplir la mission du jour. Conformément à la résolution 307 du Conseil de sécurité de l'ONU, mes deux collègues et moi-même sommes chargés, en tant qu'observateurs militaires de l'ONU (UNMO), d'établir entre autres des postes d'observation le long de la LoC entre les zones du Cachemire sous administration pakistanaise (PAK) et indienne (IAK), de patrouiller, de rendre visite aux unités militaires du pays hôte et d'enquêter sur les incidents qui ont entraîné ou pourraient entraîner une rupture du cessez-le-feu. Mais aujourd'hui, nous avons prévu une autre mission fréquente de l'ONU : la visite d'un village sélectionné. Lors de ces visites, nous nous immergeons dans le monde des autochtones et communiquons avec les autorités locales sur place afin de mieux évaluer le climat actuel et la situation dans la région concernée.

#### Les hommes règnent dans la rue

Alors que nous roulons lentement dans la rue non pavée et étroite du village, nous recueillons nos premières impressions sur ce lieu composé de maisons et de nombreuses petites boutiques proposant des fruits et légumes ou des produits finis. Seules quelques personnes sont dehors et cherchent de l'ombre contre les murs, certaines sont assises dans les magasins et discutent à deux ou en petits groupes. Tout semble normal, calme et paisible. Pourtant, je remarque immédiatement qu'il manque quelque chose. La rue entière est remplie de

gens, mais pas une femme, pas une fille n'est visible. Il n'y a que des hommes, des jeunes, des vieux, des garçons. Au cours des nombreux mois que j'ai passés à patrouiller au Cachemire, je me suis lancé le défi de voir au moins une femme lors de nos visites dans les villages et de m'approcher d'elle. La plupart du temps, je n'ai pas réussi. Dans une société musulmane patriarcale où les hommes dominent presque tous les aspects de la vie quotidienne, la femme reste confinée entre ses quatre murs. La plupart d'entre elles restent à la maison, où elles élèvent leurs enfants, ou travaillent dans les champs avec d'autres femmes.

#### Le grand écart culturel

Lorsque nous descendons du véhicule de l'ONU, nous portons nos gilets bleus de l'ONU et une casquette ou un béret bleu. Cela permet de s'assurer que les gens nous reconnaissent clairement. Comme l'ONU est présente dans la région du Cachemire depuis 1949, la majorité de la population nous connaît. Notre mission est toujours d'informer les gens sur le mandat de la MONUG et sur notre rôle en tant qu'observateurs de l'ONU. Aujourd'hui, nous commençons par descendre la rue et saluer amicalement les gens autour de nous. La plupart d'entre eux nous renvoient le bonjour, nous font signe, sourient prudemment ou hochent la tête. Soudain, un vieil homme s'approche de nous, un sourire vigoureux sur le visage et la main tendue. « Bienvenue », dit-il en s'arrêtant devant mon collègue coréen, dont il serre vigoureusement la main. Il fait de même avec mon collègue italien. Pendant ce temps, je me tiens légèrement en retrait, c'est pourquoi il remarque seulement lorsqu'il se trouve juste devant moi que je ne suis pas un homme. D'un seul coup, il est comme figé. Il hésite un instant, puis décide de partir sans même me regarder.

Je connais les coutumes locales et les aspects traditionnels d'une religion qui interdit aux hommes et aux femmes de se parler s'ils ne sont pas mariés ou apparentés. Et

pourtant, je me souviens à quel point cela m'a affecté lors de mes premières semaines ici. Heureusement, toutes les rencontres avec des autochtones n'ont pas suscité de telles réactions, mais c'est certainement un thème dominant. Comme je sers depuis de nombreuses années dans l'Armée suisse, la question de savoir comment trouver et défendre ma place en tant que femme n'est pas nouvelle pour moi. Mais quel est le bon compromis dans cet environnement pour une femme en tant que pacificatrice ? Comment peut-elle s'adapter aux traditions locales du pays d'accueil sans renoncer à ses propres valeurs de femme libre, à l'égal des hommes ? Ce grand écart représente parfois un véritable défi.

### L'éducation des filles ne va pas de soi

Après m'avoir tourné le dos, le vieil homme nous invite à déguster le chai, le fameux thé de la région. L'hospitalité est très importante dans la région du Cachemire, les étrangers sont toujours bien entourés et il est considéré comme impoli de refuser une invitation. Après une courte pause chai et un bavardage dans son jardin, nous nous dirigeons vers le lieu de notre mission du jour : l'école secondaire locale. Dans toute société, l'éducation est indispensable au développement social, économique et politique. Elle est également l'un des instruments les plus puissants pour la promotion des femmes et la lutte pour l'égalité des droits. Au Cachemire, comme partout ailleurs, l'éducation est un pilier important, mais dans les communautés rurales, les filles ont rarement accès à l'école. Le directeur de l'école secondaire nous accueille et, quelques minutes seulement après le début de la réunion, on me demande de quitter mes deux collègues observateurs pour rejoindre cinq enseignantes dans une salle séparée. Au cours de cet entretien, j'obtiens un aperçu du système éducatif, de la situation actuelle et des problèmes spécifiques.

### L'engagement en tant qu'observatrice militaire en vaut la peine

Après la rencontre, les enseignantes me ramènent vers mes collègues qui m'attendent dans le hall. A ma grande surprise, je découvre alors une soixantaine de filles âgées de 12 à 16 ans. Je présente mon équipe et moi-même et j'explique en termes simples notre tâche au sein de la mission de la UNMOGIP. Lorsque je demande s'il y a encore des questions, une petite fille lève la main : « Je peux avoir un autographe, s'il vous plaît ? La glace est ainsi brisée. En quelques minutes, les jeunes filles timides et bien élevées sont toutes rassemblées autour de moi ; elles sourient, rient, posent de nombreuses questions et me supplient toutes de leur accorder mon attention. C'est un moment intense où je sens tous ces visages s'illuminer simplement parce que nous sommes là. L'engagement pour la paix en tant qu'observatrice militaire est une expérience très particulière, exigeante, mais parfois aussi très inspirante.



Depuis un poste d'observation temporaire, le capitaine Vanessa von Viråg vérifie s'il ne se passe rien de particulier.



Lors d'une patrouille, le capitaine Vanessa von Viråg a visité une école primaire dans un village reculé du Pakistan Administered Kashmir.

Le contact avec la population civile est un élément important du travail des observateurs et des observatrices militaires. Ici, une patrouille s'est rendue dans le Gilgit-Baltistan, au Pakistan Administered Kashmir.





## Maintien de la Paix

### Le conflit soudanais complique la situation au Soudan du Sud

#### Major Christoph Wyss

Officier d'état-major de la Mission des Nations Unies en République du Soudan du Sud (UNMISS), de décembre 2022 à décembre 2023

Comme dans presque toutes les missions de l'ONU, la situation sécuritaire se dégrade au Sud-Soudan, notamment en raison de la vague de réfugiés en provenance du Soudan. Cette situation a eu un impact direct sur le travail quotidien de l'officier d'état-major suisse responsable de l'établissement de l'état des lieux respectif au quartier général de la UNMISS (United Nations Mission in the Republic South Sudan) en 2023.

S'engager dans une mission de promotion de la paix sur le continent africain est une expérience hors du commun, surtout lorsque c'est au Soudan du Sud, un pays encore neuf. Depuis son accession à l'indépendance en 2011, le plus jeune Etat membre de l'ONU a subi deux guerres civiles (en 2013 et 2016). En septembre 2018, les parties adverses ont convenu d'une période de transition, déjà prolongée à deux reprises. Les premières élections libres depuis 2011 sont prévues pour décembre 2024, mais il est possible qu'elles soient à nouveau annulées.

#### La recherche de renseignements varie selon les saisons

Le Soudan du Sud est presque seize fois plus vaste que la Suisse, mais il ne compte que 300 kilomètres environ de routes asphaltées. Cela entrave fortement les activités des observatrices et des observateurs militaires, surtout pendant la saison des pluies, qui s'étend de juillet à octobre. Pour obtenir une image effective de la situation, il faut alors se rabattre sur les patrouilles en hélicoptère. Le manque d'appareils entraîne cependant des restrictions. La mobilité étant réduite, le personnel de la UNMISS ne peut pas se rendre dans de nombreuses régions pour recueillir toutes les informations nécessaires. Le quartier général à Juba, où j'exerce la fonction d'analyste senior dans l'unité de renseignement (U2), en subit aussi les conséquences : je suis chargé de dresser un tableau de la situation, ce qui n'est pas toujours facile dans ces conditions.

#### L'image de la situation est essentielle à la planification

C'est au quartier général que convergent toutes les informations en provenance des six secteurs du pays définis par l'ONU. Nous vérifions d'abord leur pertinence, leur source et leur plausibilité, ce qui représentait souvent un grand défi. Ensuite, nous les condonsions, puis les utilisons pour divers produits analytiques. En tant qu'analyste senior U2, j'étais responsable de la gestion opérationnelle des analystes au quotidien. Faisant aussi office de lien avec le chef U2 et les organisations partenaires de l'ONU, je fixais des priorités, établissais des prévisions et formulais des hypothèses. De même, en accord avec le chef U2, je définissais de nouveaux axes thématiques en fonction de la situation et des circonstances. Nous pouvions ainsi soumettre au commandant de la force une image de la situation accompagnée de scénarios possibles d'évolution qui nous permettaient d'être réactifs lors de la planification des patrouilles ou des mouvements de troupes.

L'effectif de la UNMISS avoisine 14'000 militaires représentant 76 pays, auxquels s'ajoutent les composantes policières et civiles. En vue des élections de décembre 2024, la UNMISS a demandé un bataillon d'infanterie supplémentaire comme réserve, afin de soutenir les plus de 13 bataillons dans les domaines du combat, de la logistique et du génie. Cette demande a toutefois été rejetée par le gouvernement sud-soudanais. Par ailleurs, l'engagement de quelque 300 personnes chargées d'observer les élections est en discussion. Ces élections auront également un impact direct sur l'UNMISS, chargée par le Conseil de sécurité de l'ONU de fournir un soutien technique et logistique pour leur organisation.

#### Les réfugiés soudanais exacerbent les tensions

Depuis l'éclatement de la crise soudanaise à la mi-avril 2023, le Sud-Soudan est confronté à une immense vague de

réfugiés qui a déjà déplacé plusieurs centaines de milliers de personnes dans le pays, en majorité par le nord. La situation humanitaire, déjà précaire, se crispe, car les deux guerres civiles ont fait 2,3 millions de personnes déplacées internes, pour une population de 12,4 millions d'habitants. De plus, le Programme alimentaire mondial a dû réduire ses livraisons d'aide en raison de coupes budgétaires et l'approvisionnement des 22 camps de réfugiés répartis dans tout le pays s'avère difficile, en particulier pendant la saison des pluies. Les deux camps les plus touchés à l'époque où je travaillais pour la UNMISS étaient ceux de Malakal et de Renk, dans la partie nord du pays. Les tensions ethniques parmi les réfugiés y ont provoqué une escalade de la violence début juin 2023.

La situation migratoire tendue se reflétait dans mon travail : il fallait désormais élaborer à l'avance un plus grand nombre de scénarios intégrant une réflexion sur la réaction de la UNMISS en cas d'escalade interethnique dans le camp de Malakal, par exemple. La protection de la population fait partie du mandat de la UNMISS et doit être assurée avec les moyens en place. Le succès de la mission se mesurait à la réussite et aux conséquences de la réalisation de cette tâche. A la mi-octobre 2023, un représentant du quartier général de l'ONU à New York avait d'ailleurs effectué une inspection portant uniquement sur la protection de la population, ce qui illustre bien l'importance de cette tâche.

C. W.

### Officiers d'état-major

Les missions de l'ONU les plus anciennes, comme l'UNTSO (Proche Orient), l'UNMOGIP (Cachemire) et MINURSO (Sahara Occidentale), disposent d'un mandat classique d'observateur militaire ; l'Armée suisse y participe donc exclusivement avec de tels observateurs. Avec la complexité croissante des conflits, les mandats des différentes missions onusiennes ne cessent de s'élargir et de se complexifier. L'ONU ne se contente plus de surveiller un cessez-le-feu, mais elle collabore avec les organisations d'entraide civiles à la reconstruction des structures étatiques et au processus de démocratisation. Les observateurs militaires ne suffisent plus à remplir ces tâches et du personnel militaire complémentaire est nécessaire. C'est pourquoi l'Armée suisse engage également des officiers d'état-major pour soutenir les missions UNMISS (au Soudan du Sud) et MONUSCO (RD Congo). Les officiers d'état-major sont toujours des spécialistes militaires qui travaillent dans les quartiers-généraux des états-majors militaires internationaux ou dans des structures policières, civiles ou militaires.





## Maintien de la Paix

### Défis et opportunités de la mission de promotion de la paix au Moyen-Orient

#### Divisionnaire Patrick Gauchat

Head of Mission UNTSO

Le Divisionnaire Patrick Gauchat est chef de mission de l'ONU chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient depuis décembre 2021. Il a de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la promotion de la paix militaire et fait le point sur la situation actuelle de la mission.

L'ONU et son Conseil de sécurité œuvrent à travers une charte pour atteindre l'objectif de paix et de stabilité sur la planète. La conception et les décisions du Conseil de sécurité en matière de sécurité et de stabilité se traduisent par l'exécution des missions de promotion de la paix sur le terrain. Dans ces missions, trois principes fondamentaux forts doivent être observés. Ils comprennent le non-recours à la force, la neutralité et l'impartialité et le consentement des parties. Ces valeurs et principes fondamentaux expliquent la manière dont les mandats du Conseil de sécurité sont exécutés et offrent la protection nécessaire contre les critiques et les actes hostiles contre l'organisation.

#### Mandat de l'ONUST

Le mandat de la mission de l'ONU chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) concerne tous les cessez-le-feu au Moyen-Orient depuis 1948 et comprend cinq pays : le Liban, la Syrie, Israël, la Jordanie et l'Égypte. En vertu des résolutions 50, 54 et 73 du Conseil de sécurité, l'ONUST est la première mission de promotion de la paix conçue par le Conseil de sécurité en 1948 et a commémoré ses 75 ans au service de la paix en mai 2023.

Après tant de décennies, le mandat reste inchangé, mais il y a eu des changements radicaux en ce qui concerne les cessez-le-feu et autres traités de paix depuis 1948. Ainsi, lorsque de nouveaux conflits locaux ou mondiaux ou que la croissance du terrorisme dans la région du Moyen-Orient surviennent, la mission doit démontrer ses compétences, son efficacité et sa capacité d'adaptation : elle doit effectuer une évaluation des risques en temps

réel et mettre en place des mesures d'atténuation. Les deux principales tâches sont les suivantes : 1) établir un dialogue régional avec les cinq pays hôtes qui ont signé les quatre premiers cessez-le-feu au Moyen-Orient et 2) observer et établir des rapports, patrouiller, enquêter sur les incidents, effectuer des inspections et assurer la liaison avec le niveau tactique et militaire sur les cessez-le-feu au Moyen-Orient. Actuellement, ces tâches opérationnelles concernent le plateau du Golan, le Sud-Liban et la péninsule du Sinaï.

L'ONUST fonctionne en vertu du chapitre 6 de la Charte de l'ONU, ce qui signifie que l'ONU est invitée par les parties mais ne peut pas imposer le mandat. Par conséquent, les États membres de l'ONU et les pays hôtes doivent être persuadés par l'exécution rapide et efficace du mandat pour que la mission reste pertinente. L'ONUST doit s'adapter au manque de financement dans le budget de l'ONU et à son impact sur l'exécution des opérations sur le terrain. Enfin, la guerre en cours au Moyen-Orient et les problèmes de sécurité qui en résultent ont une incidence sur l'exécution des opérations de la mission et sur sa présence même.

#### Options pour l'avenir de l'ONUST

Pour le développement de la promotion de la paix, le outsourcing est aujourd'hui sur la table. L'exécution militaire des mandats du Conseil de sécurité par d'autres organisations a été testée de manière limitée avec l'Union africaine, notamment en Somalie. Les régions où opère l'ONUST ont connu de nouveaux conflits au cours des 75 dernières années, le plus récent depuis octobre 2023 à Gaza. Les diverses discussions indiquent trois options : 1) coalition type OTAN dirigé par les États-Unis, 2) coalition arabe dirigée par la Ligue des États arabes, et 3) nouvelle mission ONU ou extension de la mission de l'ONUST. À ce titre, j'ai briefé deux fois le Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient et les possibilités futures.

## Menaces pour la mission

Il est primordial pour une organisation comme l'ONU d'identifier les dangers extérieurs pour s'assurer de l'appui de toutes les parties prenantes. L'une des faiblesses perçues de l'ONUST pourrait être que la mission a 75 ans et que l'organisation est obsolète. Par conséquent, l'organisation doit mettre en évidence toutes les réussites progressives en cours pour faire comprendre qu'elle reste pertinente. La force de la mission réside justement dans sa fidélité et sa présence ininterrompue depuis 75 ans, malgré plusieurs guerres régionales et la perte de plus de 35 officiers de haut rang au service de la paix.

Sur le plan politique, les pays hôtes doivent être convaincus que l'ONUST s'acquitte de son mandat conformément aux attentes afin de faciliter le travail des militaires sur le terrain et d'approuver l'appui administratif et logistique à la mission. Le consentement des parties et leurs commentaires positifs au siège de l'ONU auront un impact favorable sur les décisions politiques et budgétaires à New York, tandis qu'une évaluation négative menace de réduire les ressources. Sur le plan opérationnel, l'ONUST doit convaincre les pays hôtes d'autoriser davantage de technologies de pointe sur le terrain pour remplir sa mission. Etant donné que la plupart des violations se produisent la nuit, un équipement de vision nocturne adapté permettra à la mission de détecter et de prévenir les violations et d'améliorer considérablement les rapports écrits aux parties et au Conseil de sécurité.

## Occasion de faire preuve de pertinence en matière de cessez-le-feu

Les principaux défis sont l'évolution constante et souvent précaire de l'environnement politique et la guerre dans la région. Les défis connexes sont de savoir comment réagir à la situation sur le terrain tout en repérant les opportunités au milieu du chaos. L'ONUST doit chercher et saisir les opportunités et pivoter en temps réel pour s'acquitter de son mandat, faute de quoi elle court le risque d'être attaquée efficacement par des contradicteurs qui cherchent à nuire à l'ONU.

La pertinence de l'ONUST est accrue si elle est en mesure de s'acquitter de son mandat de manière satisfaisante dans un environnement instable. Le solide système de liaison que l'ONUST a mis en place dans les cinq capitales du Moyen-Orient a permis des discussions pertinentes afin d'obtenir le soutien des pays hôtes pour les actions de l'ONUST. Les principaux atouts sont le maintien d'une position neutre et reconnu ainsi que l'utilisation de personnel militaire professionnel en tant qu'observateurs militaires. Leur professionnalisme doit être assuré par la meilleure formation possible avant déploiement et durant le temps en mission, le matériel technique et de communication adaptés et à jour avec les standards actuels.

J'aimerais terminer cette discussion par un merci à la Suisse, pays qui est le deuxième plus gros contributeurs d'observateurs militaires pour la mission ONUST. Ils sont très bien formés et sont indispensables à la bonne marche du travail du promotion de la paix sur les cessez-le-feu du Moyen Orient.





## Maintien de la Paix

### L'engagement de l'armée pour le déminage humanitaire

#### Daniel Seckler

Chef de la Communication, SWISSINT

Mines, vestiges de munitions et explosifs improvisés représentent une grande menace, tant pendant la guerre que des dizaines d'années après encore, pour la population qui en a été victime en particulier. Depuis 1997, l'Armée suisse s'engage dans la promotion militaire de la paix à l'étranger et participe au déminage humanitaire. Pour remplir cette mission, elle envoie des spécialistes dans de nombreuses régions du monde qui, par leur engagement volontaire, contribuent à maintenir paix et stabilité dans les régions concernées.

La promotion militaire de la paix, troisième mission de l'armée, présente de multiples facettes, dont la surveillance des cessez-le-feu, la prévention des escalades dans les zones de conflit et le soutien des négociations. Le déminage humanitaire en est une autre tâche essentielle : le premier engagement de l'Armée suisse a eu lieu en 1997, après la guerre en Bosnie et Herzégovine. Aujourd'hui, des militaires suisses sont en mission sur le continent africain, en République démocratique du Congo, au Sahara occidental, au Soudan et au Soudan du Sud. Leur expertise technique très variée est mise à profit sur le terrain dans le cadre des différents programmes du service de déminage de l'ONU (*United Nations Mine Action Service*; UNMAS). D'autres militaires suisses fournissent également des prestations en faveur du siège des Nations Unies à New York et de leur office de Genève. Des spécialistes, aussi bien de la milice que du commandement de déminage et d'élimination de munitions non explosées de l'armée (DEMUNEX), participent aux engagements de l'UNMAS, en tenue civile et sans arme.

#### Un précieux savoir-faire issu de la milice

En ce qui concerne les programmes de l'UNMAS, les spécialistes s'engagent entre autres dans le domaine de la gestion de l'information. Il s'agit concrètement pour ces militaires d'évaluer les données du déminage humanitaire : analyser les zones où les mines et les autres engins ont été éliminés, saisir ces informations dans la base

de données de l'UNMAS et les gérer. Ces dernières seront ensuite intégrées dans les cartes des zones polluées par des mines ou dans des rapports à l'attention des membres de la mission ou des organisations internationales sur place. L'infrastructure informatique de l'*Information Management System for Mine Action* (IMSMA) utilisé par l'UNMAS pour collecter les données est basée sur du matériel et des logiciels spécifiques. Pour ce domaine particulier du déminage humanitaire, on recherche principalement des militaires de milice détenant des connaissances informatiques en bases de données et en systèmes d'information géographique (SIG).

Des engagements sont aussi réalisés pour le compte de la logistique : la fonction de *Logistics Advisor* consiste à administrer et à gérer l'équipement nécessaire sur place pour éliminer les munitions non explosées, qu'il s'agisse des consommables, des gants ou des machines complexes pour la neutralisation mécanique des mines terrestres et autres engins explosifs. Il est également question à ce poste d'évaluer en permanence l'état de l'équipement de la mission, de le stocker correctement et de l'évacuer conformément aux prescriptions quand il atteint la fin de sa durée de vie.

#### Plus-value pour l'ONU et l'armée

Le commandement DEMUNEX est le centre de compétences de l'Armée suisse pour le déminage et l'élimination des munitions non explosées. Outre leurs activités en Suisse et l'alimentation en personnel des *Explosive Ordnance Disposal Teams* (EOD) de la SWISSCOY/KFOR au Kosovo, ses membres effectuent également des engagements dans le cadre des programmes de l'UNMAS sur le terrain. Leur mission comprend par exemple le renforcement des capacités d'élimination sur place par l'instruction, le contrôle de la qualité, le mentorat, le conseil ou encore la participation à la direction de projets. Les activités des membres DEMUNEX profitent non seulement à l'ONU

en raison de leurs qualifications élevées, de leur capacité d'engagement multifonctionnelle, du plurilinguisme de la Suisse ou de leurs connaissances avérées des normes et processus des programmes sur le terrain, mais aussi à leur commandement, en générant un retour sur investissement. Les spécialistes en mission à l'étranger gagnent en résilience du fait des conditions exigeantes de l'engagement, renforcent leur interopérabilité au sein d'un environnement multiculturel complexe et peuvent acquérir des connaissances solides sur les munitions étrangères en conditions réelles. Le savoir-faire technique développé hors de nos frontières nourrit directement l'Armée suisse.

### Approche coordonnée de la Confédération

Le déminage humanitaire peut se prévaloir de grands succès. Depuis la fin de la guerre froide, plus de 30 pays ont pu être entièrement déminés et dix intégralement débarrassés des restes de sous-munitions. Aujourd'hui, les communautés concernées sont mieux informées des dangers et la prise en charge des personnes qui ont survécu à des accidents s'est également améliorée. Malgré tous ces progrès, les mines antipersonnel, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre comme les ratés continuent de causer des milliers de victimes chaque année. En effet, la fin d'un conflit armé n'apporte pas de soulagement immédiat à la population concernée : les mines et autres munitions non explosées restent actives même après la fin du conflit. La Suisse s'engage dans le déminage humanitaire pour aider les populations touchées à faire face à ces menaces.

Le DDPS s'engage en premier lieu par son expertise et offre son soutien pour un développement autonome. Concrètement, il s'agit de se rendre dans le secteur d'engagement pour aider les populations autochtones à développer leurs capacités (équipes de déminage, mais aussi structures de gestion et de conduite) et à les rendre opérationnelles à long terme en leur transmettant les connaissances requises. Les engagements de l'armée dépendent des directives en matière de politique extérieure et de politique de sécurité. A cet effet, le DDPS se coordonne fortement avec le DFAE, qui s'engage lui aussi beaucoup dans ce domaine. Le plan d'action pour le déminage humanitaire 2023 – 2026 constitue un bon exemple de cette collaboration.

D. S.





## Maintien de la Paix

### Développement des capacités régionales en matière de promotion de la paix en Afrique

#### Markus Schefer

Chef de la Coopération militaire régionale, Relations internationales de la Défense

Depuis presque vingt ans, l'Armée suisse soutient des centres de formation régionaux dans le domaine de la promotion de la paix en Afrique. Au cœur de cet engagement se trouve le renforcement des capacités locales. Cet engagement réussi de l'Armée suisse suit ainsi l'approche de la « Local Ownership ».

La promotion de la paix est l'une des trois missions constitutionnelles de l'Armée suisse. Elle contribue à la stabilisation des régions en conflit et à la prévention de la propagation des conflits armés. Elle contribue ainsi indirectement à endiguer les flux migratoires et à créer des conditions favorables au développement social et économique de ces régions. Dans le cadre du développement des capacités<sup>1</sup> régionales il s'agit de soutenir les forces de sécurité et les forces armées par la formation au développement de compétences qui favorisent le processus de paix et de stabilisation.

Selon le principe « aider à s'aider soi-même », les forces de sécurité doivent être capables, sous la responsabilité des acteurs locaux (*Local Ownership*<sup>2</sup>) de relever les défis de la politique de sécurité afin de pouvoir contribuer durablement à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales. L'aide suisse consiste essentiellement en l'envoi de personnel et le financement de cours. En outre, la Suisse peut également contribuer elle-même à des projets et au développement des capacités des institutions, par exemple dans le domaine administratif. L'objectif

principal reste toujours l'impact<sup>3</sup> que l'engagement de la Suisse peut finalement avoir.

#### Soutien aux centres de formation internationaux

En réponse à une demande de l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, la Suisse a décidé en 2006 de soutenir le Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre (KAIPTC) à Accra, au Ghana. Le KAIPTC est l'un des six *centres d'excellence* en matière de promotion de la paix de l'Union africaine (UA<sup>4</sup>) et forme des militaires, des policiers et des experts civils dans les domaines de la prévention des conflits et de la promotion de la paix. Les thèmes de formation comprennent l'analyse des conflits et la médiation, la réforme du secteur de la sécurité, la protection des civils, le droit des conflits armés, les missions de paix multidimensionnelles et le renseignement dans cet domaine.

Au cours des dernières années, l'Armée suisse a mis à la disposition du KAIPTC jusqu'à trois officiers simultanément. Outre la fonction de directeur de cours, la Suisse occupe actuellement les postes de chef de la formation et de chef de l'évaluation et du développement (TED). La fonction de chef TED est centrale, car il est notamment responsable de la vérification et de l'assurance qualité de tous les cours et joue un rôle important dans le développement conjoint de nouveaux cours au

<sup>1</sup> En plus de l'artisanat, il s'agit également de former les forces de sécurité selon les normes de l'ONU, par exemple dans les domaines du droit international des conflits armés, du droit international humanitaire et d'autres réglementations de l'ONU.

<sup>2</sup> Cela signifie que le pays dans lequel se trouvent les centres de formation est prêt à assumer la responsabilité de la gestion et des contenus transmis, et donc le succès ou l'échec de l'institution et des formations qui y sont dispensées.

<sup>3</sup> La Suisse a adopté l'approche « Results Based Management (RBM) », qui consiste à gérer en fonction des résultats et à définir, selon une logique claire, comment les ressources doivent être transformées en résultats.

<sup>4</sup> Les cinq autres sont le International Peace Support Training Centre (IPSTC) à Nairobi (Kenya), l'École de Maintien de la Paix (EMP) à Bamako (Mali), le Southern African Development Community's Regional Peacekeeping Training Centre (SADC RPTC) à Harare (Zimbabwe), le National Defence College (NDC) à Jaji (Nigeria) et le Cairo Regional Center for Training on Conflict Resolution and Peacekeeping in Africa (CCPA) au Kairo (Égypte).

KAIPTC. L'Armée suisse financera également quatre cours au KAIPTC en 2024 pour un montant d'environ 400 000 USD, ainsi que le DFAE, qui financera un autre cours sur le thème de la migration. Dans ce contexte, le directeur de cours joue un rôle particulièrement important. Il est chargé de superviser et de garantir tous les aspects administratifs, financiers, logistiques et contenus, la nomination des enseignants et la sélection des participants, tout en veillant à ce que les fonds suisses soient utilisés conformément aux accords.

Actuellement, les préparatifs sont en cours pour le possible envoi d'un quatrième officier en tant que conseiller financier. Celui-ci devra aider le KAIPTC à améliorer ses processus selon les normes internationales.

### Dix ans au sein de l'IPSTC

2024 marquera également le dixième anniversaire de la coopération de la Suisse avec l'International Peace Support Training Center (IPSTC) à Nairobi. L'IPSTC se trouve sur deux sites à Nairobi : la Peace & Conflict Studies School (PCSS) et le Peace & Security Research Department (PSRD) se trouvent dans le quartier de Karen, tandis que la Humanitarian Peace Support School (HPSS) est située dans le quartier d'Embakasi. Le HPSS dispose d'une infrastructure unique. Elle offre un entraînement pratique ainsi que tactique et opérationnel en unité et un village d'entraînement avec différents quartiers dans lesquels des exercices peuvent être effectués sous surveillance vidéo jusqu'à l'effectif d'une compagnie (140 militaires).

En conséquence, l'Armée suisse soutient également l'IPSTC depuis 2014 en déployant des officiers d'état-major et en finançant des cours et des projets. Actuellement, trois officiers suisses occupent les postes de cadres suivants au Centre : Head E-Learning and the Information & Communications Technology (ICT) Departments, Head Training of Training PCSS, Head of Training HPSS. Cette année, l'Armée suisse a financé un premier cours dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité/désarmement et démobilisation (RSS/DDR) et l'a soutenu avec un facilitateur. Ce soutien aux cours devrait se développer dans les années à venir.

### Poursuite de la participation

Les engagements de l'Armée suisse au Ghana et au Kenya se fondent sur des accords de coopération bilatérale dans le domaine de la formation aux missions internationales de paix (art. 48a LAAM). Le soutien aux centres de formation régionaux dans le domaine de la promotion de la paix doit être développé. De même, une réévaluation de l'engagement à l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) à Bamako, au Mali, est prévue au printemps 2025.

### Formation d'unités de génie

Un autre domaine de développement des capacités en Afrique concerne la formation des opérateurs de machines de chantier dans le cadre du *UN Triangular*



*Partnership Programme*<sup>5</sup> (UN TPP). Dans le cadre de ce programme, des formations standardisées seront dispensées à des unités du génie de certains pays africains et asiatiques afin qu'elles puissent ensuite être utilisées pour la construction et l'entretien de camps, de routes et d'aérodromes dans le cadre de missions de paix de l'ONU. Du côté de l'ONU, le Department of Operational Support (DOS) est responsable du TPP de l'ONU. L'Armée suisse soutient ce programme depuis 2015 en organisant des cours de formation pour les instructeurs (Train the Trainer) et pour les opérateurs de machines à Nairobi.

L'approche suisse des cours UN TPP vise à obtenir un impact maximal ou à renforcer les capacités locales avec un engagement de moyens raisonnable. Les meilleurs participants aux cours de base reçoivent une formation continue en tant que formateurs et sont ensuite utilisés comme co-formateurs dans les cours suisses. De même, ils peuvent utiliser les connaissances techniques qu'ils ont acquises dans leur propre pays pour former des opérateurs de machines de chantier (effet multiplicateur).

Cette année, la Suisse organise à Nairobi un cours pilote qui comprend pour la première fois un module desensibilisation et de gestion des risques liés aux explosifs improvisés (Explosive Hazard Awareness

<sup>5</sup> L'approche Triangular Partnership consiste à mettre en œuvre des programmes de formation pour les participants locaux avec l'aide matérielle, personnelle et financière de pays tiers. Dans le cadre du Génie du UN TPP, Japon et la Suisse fournissent des machines de construction, des formateurs et des fonds pour permettre au personnel local d'être formé en tant que formateurs pour les machines de construction (Train the Trainer).

Training, EHAT). Sur la base d'une demande de DOS, il est prévu qu'un officier suisse soutienne la direction du projet à New York à partir de 2025.

### Approche suisse

Les différentes activités de l'Armée suisse en matière de développement des capacités dans les centres de formation pour la promotion de la paix se déroulent selon des principes bien définis :

- **Aide à l'auto-assistance** : Ce sont les acteurs de la région qui connaissent le mieux les problèmes locaux et les conditions, et qui peuvent proposer des solutions.
- **Local Ownership**: C'est le demandeur (par exemple, un centre de formation) qui formule ses besoins en matière de soutien. La demande est ensuite évaluée et approuvée par l'Armée suisse.
- **Approche globale** : Implication thématique du domaine militaire et promotion de la coopération entre les composantes civiles, militaires et policières.
- **Mesure cohérente de l'impact (Result Based Management)** : L'utilisation des ressources par rapport aux résultats effectivement obtenus est systématiquement contrôlée.
- **Approche « Train the Trainer »** : Le personnel formé doit être en mesure d'enseigner à son tour dans d'autres cours.

Comme de nombreux pays africains sont francophones, les membres de l'Armée suisse sont particulièrement appréciés non seulement pour leur expertise et leur compréhension civile-militaire, mais aussi pour leur multilinguisme.

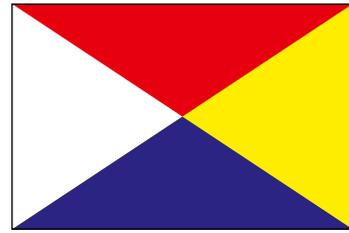
Le siège des Nations Unies à Genève.



### Un engagement durable

Le soutien apporté depuis des décennies par l'Armée suisse à la formation et à la promotion de la paix en Afrique ou dans le cadre du TPP des Nations unies a contribué de manière significative au développement des capacités locales. Grâce aux principes de «l'aide à l'auto-assistance» et de la «Local Ownership», l'armée a pu contribuer à l'établissement de structures de sécurité durables et ainsi créer les conditions nécessaires au développement social et économique dans diverses régions en conflit. L'engagement dans les centres de formation a permis de mieux préparer les forces de sécurité locales aux défis de la consolidation de la paix. En soutenant des cours de formation et en envoyant des officiers, la Suisse a renforcé les capacités des acteurs locaux et a apporté une contribution importante à la sécurité et à la stabilité internationales. A l'avenir, cet engagement doit être renforcé afin de contribuer encore plus efficacement à la promotion de la paix en Afrique. Le soutien aux centres de formation remplit donc un double objectif. D'une part, la Suisse peut ainsi contribuer au développement des capacités de soutien à la paix, notamment des Etats africains, et d'autre part, elle augmente sa visibilité nationale et crée des synergies avec ses missions existantes d'observateurs militaires, d'officiers d'état-major et de spécialistes du déminage humanitaire.

M. S.



## Maintien de la Paix

### « La NNSC poursuit sa contribution à la désescalade »

#### Sandra Stewart

Communication SWISSINT, s'est entretenue avec le divisionnaire Ivo Burgener, chef de la délégation de la NNSC en Corée du Sud.

Le divisionnaire Ivo Burgener, chef de la délégation suisse à la Commission de supervision des nations neutres en Corée (NNSC) depuis juillet 2022, met en garde contre une situation sécuritaire de plus en plus fragile dans la péninsule coréenne. Malgré les tensions accrues et les manœuvres provocatrices mutuelles des deux Corées, la NNSC reste une instance neutre décisive pour le maintien de l'accord d'armistice. Dans cet entretien, divisionnaire Burgener souligne l'importance de la Commission dans cet environnement géopolitique complexe.

**Monsieur le divisionnaire, vous avez pris vos fonctions de chef de la délégation suisse à la NNSC à partir de juillet 2022, alors que la tension était à nouveau montée d'un cran. Quelle est votre évaluation à ce sujet ?**

L'année 2022 s'est révélée extrêmement exigeante sur le plan de la politique de sécurité également dans la péninsule coréenne. A cette époque, la Corée du Nord a tiré plus de 70 missiles balistiques, dont huit missiles intercontinentaux qui, selon les experts, pourraient également atteindre les Etats-Unis et l'Europe. Un nouvel essai nucléaire semblait très probable. Le gouvernement élu en mai 2022 a renforcé la coopération en matière de sécurité entre la Corée du Sud et Washington, et plusieurs exercices communs ont été menés à tous les niveaux.

Le Nord a légitimé ses essais d'armes en les présentant comme l'exercice de son «droit intangible à l'autodéfense» et en les justifiant par la «politique hostile et agressive» des Etats-Unis et leurs exercices réguliers avec les forces armées sud-coréennes. La politique nucléaire agressive de la Corée du Nord a été confirmée par une réforme législative qui permet explicitement aux dirigeants nord-coréens de procéder à une frappe préventive en cas de menace contre la sécurité.

Le ministère de la Défense sud-coréen a réagi à cette situation en avertissant que toute tentative d'utilisation du

nucléaire conduirait à «l'autodestruction» de Pyongyang. Dans leur «Nuclear Posture Review» les Etats-Unis affirment que toute attaque nucléaire du Nord contre les Etats-Unis ou ses alliés conduira à «la fin de ce régime».

Parallèlement au front commun de sécurité établi avec les Etats-Unis comme puissance de protection nucléaire, le gouvernement sud-coréen du président Yoon a aussi présenté une initiative visant à aider l'Etat économiquement faible du Nord. Cette initiative promet une aide économique en échange de mesures concrètes de dénucléarisation de la Corée du Nord. Le Nord a rejeté cette initiative, la qualifiant de «sommet de l'absurdité».

**Maintenant que vous êtes sur place depuis un peu plus de deux ans, est-ce que la situation a changé pendant cette période ?**

Malheureusement, depuis mon arrivée sur la péninsule coréenne, on observe une érosion continue de la sécurité. Des deux côtés, il y a une augmentation massive tant sur le plan militaire que rhétorique. De plus, le conflit en Ukraine projette également son ombre ici en raison des loyautés stratégiques divergentes des deux Etats coréens. Cependant, il est positif de constater qu'il existe au moins un certain équilibre militaire sur la péninsule coréenne, qui ne permet à aucune des deux parties de mener vraiment des actions offensives.

**Les tensions accrues ont-elles eu un impact sur les tâches de la NNSC ?**

Nous pouvons constater l'augmentation du nombre de demandes de la United Nations Command (UNC) and United Nations Command Military Armistice Commission (UNCMAC) adressées à la NNSC concernant l'observation d'exercices et d'inspections. Jusqu'à aujourd'hui, je ne suis cependant pas au courant de violations graves de l'accord de cessez-le-feu. La régularité et la nouveauté croissantes des provocations mutuelles n'ont pas rendu un nouvel



éclat de violence entre la Corée du Nord et la Corée du Sud plus probable, mais elles augmentent le risque qu'une partie se sente non seulement provoquée mais directement attaquée. La capacité à se protéger contre les attaques de drones doit être améliorée rapidement et de manière significative.

### **Quelles sont vos tâches principales ?**

Toutes les activités de la NNSC visent à soutenir et renforcer l'accord d'armistice. Actuellement, mes tâches principales consistent majoritairement à observer les inspections et les investigations dans la zone démilitarisée (DMZ), à transmettre des connaissances sur l'armistice aux milieux militaires, politiques et diplomatiques et à observer les manœuvres stratégiques dans la péninsule coréenne.



### **Quel est le plus grand défi à relever ?**

La péninsule coréenne se trouve sur l'une des grandes lignes de faille géopolitiques mondiales, et toutes les parties impliquées sont fortement engagées à la fois militairement et émotionnellement. Dans cette atmosphère très tendue, le maintien d'une attitude sobre et neutre constitue un défi quotidien pour les membres de la NNSC.

### **Comment percevez-vous la coopération avec les partenaires internationaux et les forces armées sur place ?**

La Corée du Nord n'accepte plus la NNSC depuis 1991, raison pour laquelle il n'y a pas de contact aujourd'hui. Au Sud, la NNSC est perçue par les différentes parties militaires comme impartiale et sans préjugés, et ses évaluations professionnelles sont respectées. Nos partenaires considèrent les prestations de la Suisse et de la Suède comme une contribution importante à la désescalade.



### **Pour quelle raison l'Armée suisse doit-elle poursuivre son engagement dans la NNSC ?**

En acceptant le mandat du NNSC en 1953, la Suisse a pris un engagement de droit international à long terme. L'accord d'armistice est toujours en vigueur et est respecté par les deux parties, avec quelques exceptions, malgré toutes les tensions et les incidents mentionnés initialement. En tant que seul organe de contrôle neutre et indépendant de l'accord d'armistice, la NNSC continue de représenter un élément essentiel de cet accord. La seule et unique raison de mettre fin à cet engagement serait la signature d'un accord de paix sur la péninsule coréenne.

S.S.



Le colonel EMG Christoph Fehr, en direct avec le Kosovo, lors du rapport annuel de SWISSINT, célébrant les 25 ans de la SWISSCOY.

## Maintien de la Paix

### Chronologie des engagements dans la promotion de la paix

#### Communications SWISSINT

Au cours des 71 dernières années, l'Armée suisse a participé à un grand nombre de missions de promotion de la paix. La chronologie montre ces missions. Les nombreux engagements passés et actuels dans le cadre du déminage humanitaire mondial ne sont pas mentionnés, ni quelques missions de courte durée.

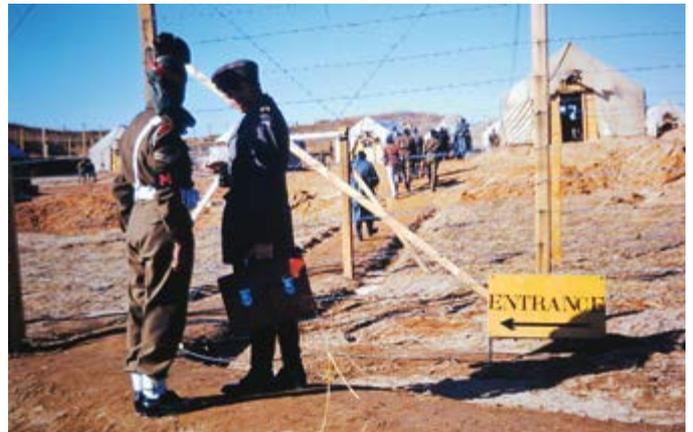
#### Neutral Nations Supervisory Commission (NNSC)



Après trois ans et près de quatre millions de morts, les parties en conflit de la guerre de Corée ont signé un accord de cessez-le-feu le 27 juillet 1953. Le Conseil fédéral a envoyé 146 soldats suisses armés dans la péninsule coréenne pour servir dans les commissions «Commission de Surveillance des Nations Neutres» (NNSC) et «Commission de Rapatriement des Nations Neutres» (NNRC). Cela a marqué le début de la promotion de la paix militaire suisse. La NNRC s'est terminée fin février 1954, mais la NNSC existe toujours. Cinq officiers suisses sont stationnés à Panmunjom.

#### Neutral Nations Repatriation Commission (NNRC)

La NNRC était responsable du contrôle de l'échange de prisonniers de guerre, concernant uniquement ceux ne souhaitant pas retourner chez eux. Pour la première fois



dans l'histoire, un prisonnier de guerre n'était pas obligé de retourner dans son pays après la guerre, mais pouvait choisir librement. Selon l'accord de cessez-le-feu, les prisonniers devaient être amenés individuellement dans des tentes d'audition où ils étaient persuadés de retourner dans leur pays d'origine. Un représentant de chacune des quatre délégations de la NNRC devait être présent à ces auditions pour garantir que le prisonnier puisse choisir librement de rester au Sud ou de retourner au Nord.

#### United Nations Transition Assistance Group (UNTAG)



De mi-mars 1989 à fin mars 1990, l'Armée suisse a participé pour la première fois à l'UNTAG en Namibie avec une unité médicale suisse (SMU). Au total, 387 membres de l'Armée suisse, dont 157 femmes, ont servi pendant quatre mois. Leurs principales missions incluaient la gestion de quatre cliniques et la fourniture de soins médicaux aux détachements militaires et civils de l'UNTAG, ainsi qu'aux observateurs militaires des Nations Unies dans le sud de l'Angola. Après des élections équitables en novembre 1989, la Namibie a obtenu son indépendance de l'Afrique du Sud en mars 1990, ce qui a marqué la fin officielle de l'UNTAG.

### United Nations Truce Supervision Organisation (UNTSO)



Depuis 1990, l'Armée suisse participe avec des observatrices et observateurs militaires à la mission de promotion de la paix de l'ONU au Moyen-Orient. Actuellement, 153 femmes et hommes sont stationnés à l'UNTSO dans cette fonction, dont 13 membres de l'Armée suisse. Leurs principales tâches incluent la surveillance des cessez-le-feu et des trêves d'armes sur le plateau du Golan et au Liban. Leur zone d'opération s'étend sur cinq pays : Israël, Syrie, Jordanie, Egypte et Liban.

### Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)



Le conflit autour du Sahara occidental a commencé en 1975 suite au retrait de l'Espagne, qui administrait le territoire depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Maroc a ensuite occupé la région, provoquant la résistance de la population locale.

La mission de l'ONU est chargée de surveiller le cessez-le-feu, les restrictions de troupes, ainsi que les armes et munitions. L'Armée suisse a participé à la MINURSO de 1991 à 1994 avec une unité médicale suisse (SMU) et 410 membres, dont 84 femmes, responsables des soins médicaux. Depuis 2011, la Suisse s'engage à nouveau avec des observateurs militaires dans cette mission.

### United Nations Protection Force (UNPROFOR)



A la demande de l'ONU, le Conseil fédéral a approuvé, le 25 mars 1992, une requête concernant l'envoi d'observateurs militaires suisses en ex-Yougoslavie. Trois jours plus tard, ceux-ci ont commencé leur travail en Croatie. Cinq officiers suisses ont participé à cette mission.

### United Nations Observer Mission in Georgia (UNOMIG)



De janvier 1994 à juin 2009, l'Armée suisse a stationné quatre observateurs militaires en Géorgie dans le cadre de la mission UNOMIG. Leur mission principale consistait à surveiller et vérifier le respect de l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement géorgien et les autorités abkhazes. Les environ 130 observateurs militaires, provenant de 30 nations différentes, devaient également s'assurer qu'aucune troupe ni aucun équipement militaire lourd ne se trouvaient dans la zone de sécurité.

### United Nations Mission of Observers in Tajikistan (UNMOT)

Avec sa décision de mi-décembre 1994, l'ONU a créé pour la première fois dans son histoire la mission UNMOT



au Tadjikistan, une mission mixte politique et militaire destinée à pacifier un conflit principalement interne. La Suisse s'est engagée de 1995 à 1998 en participant à cette mission de l'ONU avec un maximum de trois observateurs militaires, ainsi qu'un médecin et une infirmière spécialisée.

### **United Nations Preventive Deployment Force (UNPREDEP)**



La Suisse a participé à l'UNPREDEP dans l'ancienne République de Macédoine - l'actuelle Macédoine du Nord - avec un observateur militaire de 1996 à 1999.

### **United Nations Mission of Observers in Prevlaka (UNMOP)**

De 1996 à 2002, un officier suisse a servi en tant qu'observateur militaire dans le cadre de l'UNMOP. Le mandat de cette mission comprenait, entre autres, la démilitarisation de la péninsule de Prevlaka, qui était d'intérêt stratégique tant pour la Croatie que pour l'ancienne Serbie-Monténégro.

### **Swiss Headquarter Support Unit OSCE (SHQSU)**

En janvier 1996, le Conseil fédéral suisse a pris la décision de principe de fournir à l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) une unité militaire non armée pour soutenir logistiquement la mission en Bosnie-Herzégovine, notamment pour la tenue des élections en septembre 1996. Au total, 421 membres de l'Armée suisse, également connus sous le nom de «Gelbmützen» (casques jaunes), ont été déployés. Ces spécialistes, issus des secteurs militaires et civils, étaient chargés du service



aérien, de l'entretien de 240 véhicules de 13 marques différentes et du service postal.

### **Participation suisse au Secrétariat de l'OSCE**



Depuis 2001 (avec une interruption de 2013 à 2015), des membres de l'Armée suisse sont stationnés au Secrétariat de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Vienne.

### **Kosovo Verification Mission (KVM) der OSZE**



Entre décembre 1998 et mars 1999, la Suisse a participé avec 26 vérificateurs de l'OSCE, issus des secteurs militaires et civils, à la Mission de Vérification au Kosovo (KVM). La principale tâche des plus de 1000 vérificateurs était de surveiller les mesures policières et de vérifier la liberté de mouvement des observateurs et des organisations humanitaires.

### SWISSCOY en faveur de la Kosovo Force (KFOR)



La SWISSCOY au Kosovo représente l'engagement le plus grand de l'Armée suisse dans le cadre de la promotion de la paix. Depuis octobre 1999, chaque contingent compte jusqu'à 215 membres de l'armée qui servent au sein de la Force du Kosovo (KFOR). Ils soutiennent cette mission dans ses objectifs de garantir un environnement sûr et stable (Safe and Secure Environment) ainsi que le maintien de la liberté de mouvement pour tous les habitants du Kosovo (Freedom of Movement).

### United Nations Mission in Kosovo (UNMIK)



L'Armée suisse a envoyé un officier de liaison à la UNMIK de 1999 à 2004.

### UN Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUSCO)



Depuis mai 2000, l'Armée suisse envoie des officiers d'état-major dans la mission internationale de promotion de la paix en République Démocratique du Congo, qui a été renommée de MONUC en MONUSCO en juillet

2010. La priorité principale du mandat est la protection de la population civile. La mission inclut également le Service d'action anti-mines des Nations Unies (UNMAS). A la demande du gouvernement du pays, la MONUSCO devrait prendre fin 2024.

### United Nations Mission in Ethiopia / Eritrea (UNMEE)



D'octobre 2000 à octobre 2007, l'Armée suisse a participé à la mission UNMEE en Ethiopie et en Erythrée, avec un maximum de quatre observateurs militaires. Leur mission principale était de surveiller l'accord de cessez-le-feu entre les parties en conflit. Toutefois, en raison des restrictions croissantes imposées par le gouvernement érythréen, les casques bleus ont eu de plus en plus de difficultés à remplir leur mission.

### OSCE Mission to Georgia



De 2001 à 2004, la Suisse a envoyé deux observateurs à la Border Monitoring Operation (BMO) de l'OSCE en Géorgie. Leur mission consistait à observer et à rendre compte des mouvements de personnes à travers les frontières de la Géorgie avec les républiques tchétchène, ingouche et daghestanaise de la Fédération de Russie.

### International Security and Assistance Force (ISAF)

Dans le cadre de la promotion de la paix, l'Armée suisse a participé de 2003 à 2008 à l'International Security and Assistance Force (ISAF) en Afghanistan. Les 31 officiers qui ont été engagés durant cette période ont rempli les



fonctions d'officiers de liaison auprès de la « Provincial Reconstruction Team » et parmi eux se trouvaient également trois médecins.

### European Union Force (EUFOR) Althea



Depuis 2004, des soldats suisses participent à la Force de l'Union européenne pour la mission Althea en Bosnie-Herzégovine. Des équipes de liaison et d'observation (LOT) sont déployées dans tout le pays à des emplacements connus et potentiels de conflits, formant un système d'alerte précoce pour la mission. En interagissant avec la population locale et les autorités, elles obtiennent des informations cruciales pour l'évaluation de la situation sécuritaire par l'EUFOR et la création d'un tableau de bord. En outre, jusqu'à six experts suisses en armes légères et munitions forment les forces armées de Bosnie-Herzégovine en gestion des munitions et des armes à travers une équipe mobile de formation (MTT) dans le cadre de l'EUFOR Althea.

### United Nations Mission in Sudan (UNMIS)



De juillet 2010 à juillet 2011, deux observateurs militaires suisses ont été déployés dans la mission de l'ONU UNMIS au Soudan. Avec environ 9'300 Casques bleus et 500 observateurs militaires de 60 pays, ils ont mis en œuvre le mandat, qui consistait principalement à surveiller l'accord de cessez-le-feu et à soutenir le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants soldats. Avec l'indépendance du Soudan du Sud vis-à-vis du Nord le 9 juillet 2011, la mission a pris fin.

### Kofi Annan International Peacekeeping Training Center (KAIPTC)



Depuis 2006, l'Armée suisse participe au renforcement des capacités en fournissant des officiers au Centre de Formation Internationale au Maintien de la Paix Kofi Annan (KAIPTC) à Accra, Ghana. L'engagement initial avec un officier a été étendu et aujourd'hui, trois militaires suisses effectuent un engagement au KAIPTC.

### United Nations Mission in Nepal (UNMIN)



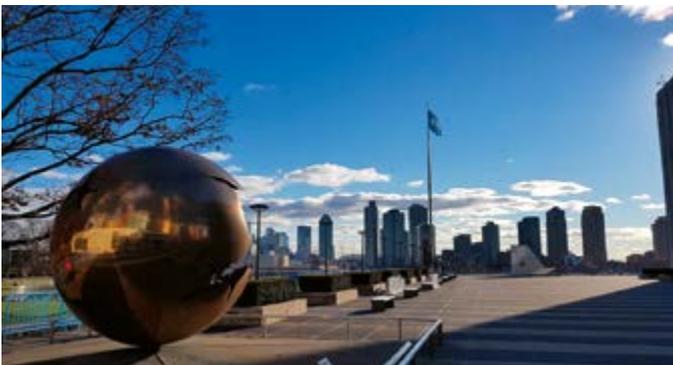
De 2006 à 2011, jusqu'à six officiers suisses ont participé à la mission de l'UNMIN au Népal. Initialement, il y avait un officier de planification avant que la Suisse n'envoie des observateurs militaires. Le mandat de l'UNMIN comprenait, entre autres, la supervision du processus de désarmement des combattants maoïstes, la surveillance de l'accord de cessez-le-feu ainsi que l'assistance technique pour l'organisation des élections parlementaires.

## Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB)



De 2007 à 2014, l'Armée suisse a déployé un conseiller militaire dans la mission internationale de promotion de la paix au Burundi. Le mandat comprenait pour mission principale de renforcer l'indépendance, les capacités et le cadre juridique des institutions clés nationales, conformément aux normes et directives internationales. Il s'agissait également de soutenir les efforts de lutte contre l'impunité, ainsi que de promouvoir et protéger les droits de l'homme.

## Membres de l'Armée suisse au siège de l'ONU à New York



La Suisse est membre de l'Organisation des Nations Unies (ONU) depuis 2002, mais depuis 1994, l'Armée suisse dépêche régulièrement des expertes et des experts issus des domaines les plus variés au siège de l'ONU à New York. Au début, il s'agissait de spécialistes du domaine médical (médecins et pharmaciens) ; depuis 2011, ce sont surtout des militaires qui s'engagent au sein du Bureau pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et du Service de la lutte antimines (UNMAS), dépendant tous deux du Département des opérations de la paix (DPO).

## United Nations Mission in the Republic South Sudan (UNMISS)

Depuis octobre 2011, l'Armée suisse participe à la mission internationale de maintien de la paix UNMISS au Soudan du Sud avec des officiers de liaison et d'état-major. La Suisse avait déjà déployé des officiers suisses dans la mission précédente, la MINUS (Mission des Nations unies au Soudan), qui sont rentrés en Suisse à la fin de la mission. Le mandat comprend notamment la mission



principale d'appuyer la consolidation de la paix et, par conséquent, le développement à long terme sur le plan étatique et économique.

## United Nations Supervision Mission in Syria (UNSMIS)



De mai 2012 à août 2012, deux militaires suisses ont participé à la mission UNSMIS en Syrie en tant qu'observateurs militaires. La mission a pris fin en raison d'une intensification de la violence armée et du non-respect de la condition selon laquelle l'utilisation d'armes lourdes devait cesser et l'agression de toutes les parties devait diminuer de manière significative.

## Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA)



De 2013 à 2023, l'Armée suisse a participé à la mission internationale de maintien de la paix MINUSMA au Mali avec jusqu'à six officiers d'état-major et des spécialistes de la déminage humanitaire. Le mandat visait à stabiliser les principaux centres de population et à soutenir la restauration de l'autorité de l'Etat à l'échelle nationale. La MINUSMA a été clôturée à la fin de 2023, sur demande du gouvernement de transition malien à l'ONU.

### International Peace Support Training Center (IPSTC)



De 2014 à 2020 et à nouveau depuis 2023, l'Armée suisse participe à la construction des capacités de l'International Peace Support Training Center (IPSTC) à Nairobi, au Kenya, avec actuellement trois officiers. L'IPSTC jouit d'une réputation régionale et internationale et collabore étroitement avec des pays et des organisations africains. De nombreux pays africains ainsi que des pays occidentaux utilisent l'offre de formation pour préparer leurs militaires aux missions de l'ONU en Afrique.

### United Nations Military Observer Group in India and Pakistan (UNMOGIP)



La Suisse a envoyé pour la première fois des observateurs militaires dans la mission de l'ONU UNMOGIP au Cachemire en 2014. Cette mission existe depuis 1949. Actuellement, il y a 44 observateurs militaires sur place, dont trois sont suisses. Ils observent, selon le mandat actuel, le respect du cessez-le-feu du 17 décembre 1971, signé par l'Inde et le Pakistan après la guerre du Bangladesh.

### UN Triangular Partnership Programme for enhancing enabling capabilities for peacekeeping (UNTPP)



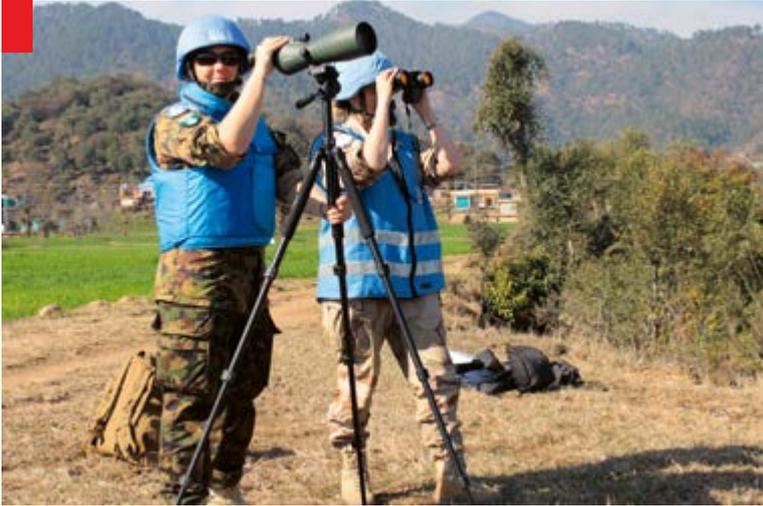
En 2014, l'ONU a lancé le projet Programme de partenariat triangulaire des Nations unies (UN TPP) dans le but d'améliorer les compétences en génie civil pour les opérations de l'ONU en Afrique. Depuis 2016, l'Armée suisse propose deux fois par an des cours de formation des formateurs (ToT) et depuis 2018, deux cours de perfectionnement pour les conducteurs d'engins de construction. Dans ces cours de perfectionnement d'une durée de cinq semaines pour les conducteurs d'engins de construction, un membre de l'Armée suisse agit en tant que planificateur de cours et coach, tandis que les diplômés réussis d'un cours ToT sont employés en tant qu'instructeurs.

### Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye in Mali (EMP-ABB)



Depuis 2019, l'Armée suisse participe à la construction des capacités de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye (EMP-ABB) à Bamako, où les militaires, policiers et civils sont préparés aux opérations de maintien de la paix multidimensionnelles. Après le retrait de la MINUSMA, la participation future de la Suisse sera réévaluée. Actuellement, aucun Suisse n'est actif à l'EMP.

Auteur



## Maintien de la Paix

### Les femmes dans la promotion de la paix - décisif pour l'accomplissement de la mission

#### Stefanie Waltenspül

Remplaçante, chef de la Communication SWISSINT

Les femmes jouent un rôle indispensable dans la promotion militaire de la paix et contribuent au succès des missions internationales. Au cours des dernières décennies, plus de 1'200 Suissesses ont déjà contribué à la paix. Depuis 2020, les femmes peacekeeper n'ayant pas accompli d'école de recrues ont la possibilité, après leur engagement à l'étranger, de s'intégrer dans la milice et de continuer ainsi à mettre leur précieuse expérience à la disposition de l'armée.

Depuis la participation de l'Armée suisse aux engagements de promotion de la paix à l'étranger, quelque 14'500 personnes, dont plus de 1'200 Suissesses, se sont engagées pour la troisième mission de l'armée. La participation des femmes à ces missions à l'étranger est importante pour plusieurs raisons et est un facteur déterminant pour le succès de ces missions. Cela est lié aux particularités culturelles dans de nombreuses zones d'engagement. Les femmes militaires ont en effet un autre accès aux populations locales (et notamment aux femmes) que leurs collègues masculins. Dans nombre de cultures, il est de fait encore impensable que les femmes parlent avec des hommes étrangers. En l'absence de femmes, une mission internationale ne disposerait que de la moitié de l'image d'une société étrangère et ne disposerait donc que de 50% des informations pertinentes pour évaluer la situation sécuritaire sur place. Cependant, la participation des femmes apporte une valeur ajoutée non seulement dans les relations avec la population locale, mais aussi au sein de la mission elle-même. L'expérience montre que la présence de femmes dans des équipes ou des contingents a un effet positif sur la cohabitation. Bien entendu, l'engagement des hommes est également important, car dans la promotion de la paix aussi, seule l'union fait la force.

#### Expertise suisse

Les raisons pour lesquelles les femmes s'engagent dans un environnement militaire à l'étranger sont diverses: certaines d'entre elles ont accompli le service militaire régulier en Suisse et ont découvert un intérêt pour la promotion de la paix. Mais les connaissances civiles sont souvent mises en avant. Il y a ainsi des femmes peacekeeper qui travaillent en Suisse, par exemple dans le domaine des soins médicaux, et qui souhaitent découvrir le volet militaire de leur activité et acquérir les connaissances spécialisées correspondantes. Après l'engagement, elles le ramènent en Suisse et peuvent

l'utiliser dans leur travail civil - une plus-value tant pour la personne que pour l'entreprise.

Il en va de même pour de nombreuses autres professions : les chauffeuses de camion, les mécaniciennes, les menuisiers, les conseillères RH ou encore les spécialistes de la communication trouvent une fonction correspondante au sein de la SWISSCOY lors d'un engagement au Kosovo. De même, les diplômées en sciences humaines sont souvent représentées parmi les membres des Liaison and Monitoring Teams (LMT) au Kosovo ou des Liaison and Observation Teams (LOT) en Bosnie-Herzégovine. Les connaissances acquises au cours des études dans les domaines des sciences politiques, de l'histoire ou des relations internationales peuvent apporter une valeur ajoutée considérable à ces équipes d'observation, car elles peuvent, le cas échéant, évaluer les informations des interlocuteurs locaux de manière plus nuancée.

#### Défis dans le recrutement

L'engagement de la SWISSCOY au Kosovo permet de constater que de plus en plus de femmes peuvent imaginer travailler dans un environnement militaire. Alors que la proportion de femmes dans les contingents précédents se situait à un chiffre, elle dépasse aujourd'hui la majorité des 15%. Dans l'EUFOR en Bosnie-Herzégovine, les femmes représentent même près d'un quart de tous les membres. L'avantage des missions dans les Balkans réside dans le fait que les femmes qui ne disposent pas d'une instruction militaire de base peuvent néanmoins effectuer un engagement en tant que spécialistes.

Le recrutement de femmes pour les missions de promotion de la paix au sein des missions directement sous mandat de l'ONU - c'est-à-dire en tant qu'observatrices militaires ou officiers d'état-major - est plus difficile. L'ONU précise que ces fonctions requièrent une formation d'officier ou qu'une femme militaire occupe un grade de sous-officier supérieur depuis au moins huit ans. Le caractère volontaire de l'accomplissement du service militaire suisse pour les femmes constitue à cet égard un défi : les femmes doivent accomplir l'école de recrues de leur propre motivation et choisir ensuite une carrière de cadre comme officière ou sous-officière supérieure. Ce volontariat, ainsi que le fait que l'effectif des officières au sein de l'Armée suisse ne compte que 600 femmes, ont pour conséquence que seuls trois

Suissesses sont actuellement engagées aux Nations Unies, dont une au quartier général à New York.

### Intégration dans la milice

Comme mentionné précédemment, un engagement dans la promotion militaire de la paix dans les deux missions dans les Balkans, la SWISSCOY et l'EUFOR, est possible pour les Suissesses même sans avoir accompli l'école de recrues. C'est le cas lorsque les conditions physiques, l'attitude personnelle et les compétences professionnelles sont données et que les besoins en la matière de l'Armée suisse ou d'une mission internationale sont prouvés. Après leur engagement, ces femmes disposent de capacités militaires de base, d'une instruction spéciale et sont habituées à agir au sein d'une formation militaire, y compris dans un environnement international. Afin de conserver ce potentiel au sein de l'armée, les bases légales nécessaires sont en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour intégrer directement les candidates des contingents dans l'armée de milice, ce qui leur permet de profiter de toutes les possibilités d'instruction et de formation complémentaire. Trois possibilités d'incorporation sont à disposition: l'incorporation comme soldat, le passage à l'école de sous-officiers ou la nomination comme officier spécialiste. Différentes unités d'administration et d'organisation, des formations d'application et des états-majors sont accessibles aux femmes d'intérêt. Cette possibilité est largement mise à profit et appréciée par les femmes peacekeeper, mais aussi par l'armée. Les carrières de ces femmes montrent de manière impressionnante le potentiel d'intégration des femmes issues de la milice après leurs missions dans la promotion de la paix. Les connaissances et les expériences acquises lors d'engagements internationaux sont conservées et étendues, de nouvelles perspectives s'ouvrent. Les femmes incorporées, mais aussi l'armée en tant qu'organisation, peuvent en profiter.

### La voie de la promotion de la paix

Les femmes ne participent toutefois pas seulement aux engagements dans les Balkans, même s'il a fallu du temps pour que cela se concrétise dans l'histoire de la promotion militaire de la paix de la Suisse. Ce n'est qu'en 1989, lors de la première mission de l'ONU soutenue par la Suisse, la UNTAG en Namibie, que 157 Suissesses ont effectué un engagement à l'étranger en tant que militaires. De plus, 84 femmes ont participé à l'unité médicale suisse (Swiss Medical Unit, SMU) de la mission de l'ONU MINURSO au Sahara occidental de 1991 à 1994. Des femmes ont également participé à l'engagement suisse des bérets jaunes (SHQSU) en Bosnie-Herzégovine de 1996 à 2000. Mais il faut encore plus de temps pour envoyer une femme en Corée : en janvier 2020, ce fut finalement le cas, et la NNSC a également pu compter sur les compétences d'une officière suisse.

### Développement positif

Dans l'ensemble, l'évolution de la participation des femmes aux engagements militaires de promotion de la paix de l'Armée suisse montre une dynamique positive. Leur engagement apporte non seulement de multiples perspectives et compétences aux missions, mais contribue aussi de manière décisive à leur efficacité et à leur acceptation. L'intégration croissante des femmes dans la milice, ainsi que la reconnaissance de leur rôle et de leur expertise au sein de l'armée sont des étapes importantes vers une promotion de la paix plus inclusive et plus efficace. Il est essentiel de poursuivre dans cette voie et de continuer à associer activement les femmes à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des missions de paix, afin de promouvoir des solutions de paix durables à long terme.





## Maintien de la Paix

### Simulation au Centre d'instruction SWISSINT

#### Lieutenant-colonel EMG Olaf Niederberger

Ancien commandant suppléant du Centre d'instruction SWISSINT

L'Armée suisse utilise depuis des décennies des solutions de simulation à des fins d'instruction. Grâce aux progrès informatiques, il est désormais possible de générer divers types de simulations permettant d'instruire les militaires sans qu'il soit nécessaire de recourir à des infrastructures coûteuses et à des spécialistes. Depuis trois ans, le Centre de formation SWISSINT travaille avec succès avec la technologie de jeu et de simulation et l'intègre continuellement dans d'autres cours. L'utilisation du logiciel de simulation militaire « Virtual Battlespace 4 » permet, entre autres, une formation rentable et respectueuse de l'environnement pour certains scénarios.

Deux officiers de renseignement du Tactical Operations Centre (TOC) suivent avec attention le livestream du drone Skylark II qui observe, haut au-dessus d'Appenzell, la manifestation jusque-là pacifique sur la place de la Landsgemeinde. Une tache claire et vacillante domine soudainement l'image en noir et blanc de la caméra infrarouge. « Là, ils ont incendié une voiture ». Quelques dizaines de manifestants, qui semblaient auparavant pacifiques, se détachent de la foule principale et laissent une traînée de dévastation dans le centre-ville d'Appenzell. « Cela relève de la police locale », murmure le « Battlecaptain » responsable. Une petite remarque de la direction de l'exercice, lui demandant s'il est conscient de la direction dans laquelle se dirige la foule, change son comportement de manière radicale. « Merde, ils arrivent dans notre direction, appelle-moi le commandant de la compagnie d'appui à la radio », ordonne le « Battlecaptain ». Pas une seconde trop tôt, l'unité responsable de la sécurité du quartier général du bataillon (QG du bat) est informée du désastre imminent.

Entre-temps, l'officier du MOVCON responsable du déplacement de ses troupes agit avec plus de présence d'esprit. Un coup d'œil sur le système de conduite lui montre, grâce au « Blue Force Tracking », que le convoi très attendu ne se trouve qu'à deux kilomètres d'Appenzell. Réalisant que ce n'est probablement pas le bon moment

pour se rendre au QG du bat avec 60 000 litres de diesel, il ordonne au chef de convoi de faire un arrêt sécurisé. Pendant que l'officier du MOVCON essaie d'informer le « Battlecaptain » de la mesure prise, ce dernier discute avec un officier des opérations pour savoir si la demande du chef de peloton de sécurité d'utiliser des moyens non létaux contre la foule, qui bloque désormais l'accès principal au quartier général du bataillon, est conforme aux règles d'engagement en vigueur.

La journée restera trépidante pour les officiers du TOC. Une patrouille tombe dans une embuscade et l'échelon supérieur ne peut pas fournir d'hélicoptères pour évacuer les blessés. Alors que le blocage devant le quartier général peut être levé à l'aide de gaz lacrymogènes et de matraques, la colère de la foule se déchaîne ailleurs. Une église de la minorité religieuse ALPHA est en flammes.

#### L'utilisation de logiciels de simulation est judicieuse

Les scènes décrites proviennent du cours ACAMIL/PSO organisé au Centre d'instruction (CI) SWISSINT avec de futurs officiers de carrière. Dans le cadre de la formation à l'interopérabilité, cette séquence a permis de s'entraîner au suivi de la situation d'un bataillon multinational. Les événements auxquels les aspirants ont été confrontés ont été en grande partie alimentés par un logiciel de simulation (Sim) utilisé depuis trois ans au CI SWISSINT. Le logiciel se distingue par le fait que le monde entier est disponible en tant que terrain virtuel. En intégrant des données géographiques supplémentaires, le réalisme du terrain peut être encore amélioré. En collaboration avec swisstopo, un terrain d'exercice virtuel a été créé dans la région d'Appenzell, dans lequel chaque arbre, chaque maison, chaque élévation, aussi petite soit-elle, se trouve au bon endroit. Grâce à la disponibilité des données géographiques en Suisse, même des objets spécifiques tels que des antennes, des pylônes électriques, des cimetières, etc., sont représentés de manière réaliste dans

le terrain 3D généré automatiquement. Depuis 2022, des simulations informatiques sont également utilisées pour les exercices du Swiss United Nations Military Observer Course (SUNMOC), qui forme des officiers nationaux et internationaux à devenir des observateurs militaires certifiés.

L'exemple du cours ACAMIL/PSO illustre les avantages que peut offrir l'utilisation de la technologie de simulation en complément d'autres méthodes de formation. D'une part, l'utilisation de la simulation augmente considérablement l'immersion et, par conséquent, le réalisme d'un exercice. Le livestream d'un drone simulé ne se distingue par exemple guère de l'expérience réelle. L'utilisation de la simulation est également peu coûteuse. Pour reproduire de manière réaliste un scénario similaire sur le terrain, il faudrait déployer des dizaines, voire des centaines de soldats, déplacer des véhicules et fermer des places.

### Un développement constant

L'utilisation du logiciel de simulation s'est constamment développée au CI SWISSINT au cours des trois dernières années. Au début, la priorité était d'améliorer la qualité de la formation technique. Ainsi, le logiciel de simulation est utilisé avec succès dans plusieurs cours pour la formation dans les domaines de la communication, de la navigation et des techniques d'observation et de patrouille. Au cours des derniers mois, l'accent a été mis davantage sur la formation au niveau tactique. Notamment l'instruction en formation dans le domaine de la protection des convois ou, comme décrit, dans le cadre de la formation au suivi de la situation. Outre l'intérêt propre à une formation réaliste et peu coûteuse, les connaissances acquises doivent également servir à l'aménagement du futur environnement de simulation de l'armée.

### Les exercices sur le terrain restent en place

Malgré les nombreuses possibilités offertes par les solutions de simulation, elles ne sauraient toutefois entièrement remplacer l'instruction sur le terrain. Les simulations informatiques se prêtent extrêmement bien à la transmission et à la consolidation des bases théoriques, sans qu'il soit nécessaire de déplacer un seul véhicule ou de transporter des troupes vers un lieu donné. Toutefois, certaines des compétences pratiques dont doivent disposer les peacekeepers, comme mener des négociations ou assurer un service sanitaire, ne peuvent pas être acquises derrière un ordinateur. C'est pourquoi les simulations resteront, à l'avenir également, une solution parmi d'autres pour dispenser l'instruction liée à l'engagement.

O. N.





## Maintien de la Paix

### Les centres d'instruction se servent des synergies

#### Colonel EMG Adrian Staub

Commandant du Centre d'instruction SWISSINT

La collaboration internationale joue un rôle décisif pour le Centre d'instruction SWISSINT car elle permet l'échange d'expériences et de connaissances avec d'autres nations et augmente ainsi l'efficacité de la formation. La coopération avec les centres d'instruction d'autres nations ainsi que la participation à des programmes internationaux renforcent l'interopérabilité tant dans l'instruction que dans les engagements de promotion de la paix. Un exemple exceptionnel de coopération réussie est notamment l'initiative du Fo(u)r Peace Central Europe (4PCE) par laquelle les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse forment ensemble des observateurs militaires et utilisent efficacement leurs synergies.

#### Quelle est l'importance de la coopération internationale pour les activités du Centre d'instruction SWISSINT ?

La coopération internationale nous offre une plateforme importante pour l'échange d'expériences avec d'autres nations qui, prises toutes ensemble, ont un éventail d'engagements et d'expériences plus large que l'Armée suisse. Nous pouvons intégrer les connaissances ainsi acquises dans l'instruction axée sur l'engagement afin d'optimiser la sécurité des futurs peacekeepers. La coopération se fait à trois niveaux : d'une part, par l'intermédiaire de l'International Association of Peacekeeping Training Centres, où les défis généraux et les tendances dans la promotion de la paix sont discutés à un échelon plutôt stratégique. Le Centre d'instruction SWISSINT participe en outre au programme Partenariat pour la paix (PPP) dans le cadre des centres d'entraînement et de formation de la promotion de la paix. Il s'agit d'un programme de l'OTAN/PPP qui fixe des objectifs communs depuis 1999, afin d'assurer l'interopérabilité dans les missions de promotion de la paix. Cela offre par ailleurs à l'Armée suisse un outil important pour se mettre en réseau, échanger et traiter des thèmes prioritaires avec d'autres nations. Le troisième niveau est constitué du 4PCE (Fo(u)r Peace Central Europe), où les

quatre centres d'instruction des Pays-Bas, d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche collaborent étroitement et en partenariat. L'accent est mis sur l'instruction en vue d'effectuer des missions de l'ONU, le champ d'action étant toutefois ponctuellement élargi.

#### Pouvez-vous donner un exemple concret d'un projet de coopération réussi ?

Le Département des opérations de promotion de la paix de l'ONU prescrit certains contenus pour la formation des observateurs militaires afin d'harmoniser les standards de formation des nations qui fournissent des troupes. Les quatre Etats – Pays-Bas, Allemagne, Suisse et Autriche – ont reconnu que leurs centres d'entraînement pouvaient tirer davantage profit des synergies dans le cadre de la formation des observateurs militaires et ont donc lancé l'initiative du 4PCE. En 2010, ils ont organisé pour la première fois un exercice final clôturant leurs cours internationaux pour les observateurs militaires. Cet exercice, qui se fondait sur un scénario commun, s'est déroulé au bord du lac de Constance. Une collaboration fructueuse s'est établie et développée depuis lors.

#### Comment le Centre d'instruction SWISSINT peut-il contribuer à renforcer les capacités de l'Armée suisse ?

C'est un renforcement indirect. D'une part, nous formons des peacekeepers qui font bénéficier l'armée de l'expérience acquise lors de leurs différentes missions. D'autre part, l'échange d'instructeurs dans le cadre de notre coopération internationale en matière de formation avec d'autres centres d'entraînement permet aux formateurs suisses d'acquérir une expérience importante dans un contexte international. Ils apprennent par exemple de nouvelles procédures d'engagement ou découvrent du nouveau matériel. Un autre aspect positif est la plus grande visibilité, au niveau international, des instructeurs suisses dans différents centres de formation.

Nous ne profitons pas seulement de la coopération, nous nous faisons aussi entendre. S'agissant de la formation PSO, il est également important d'avoir un réseau international et de connaître les personnes.

**Quelles opportunités découlent, pour le Centre d'instruction SWISSINT, de sa participation à des activités de formation internationales ?**

Tous les centres d'entraînement sont confrontés à des défis similaires dans le domaine du développement de la méthodologie et de la didactique de l'instruction en raison de la digitalisation. La Suède et la Finlande, par exemple, travaillent comme nous avec la plateforme de simulation VBS4. Cela doit nous permettre à l'avenir d'échanger des scénarios et de les adapter à nos propres besoins, plutôt que de les réinventer à chaque fois. Ainsi, tous économisent du temps et de l'argent et profitent du travail des autres. Les exercices dans l'espace virtuel ne remplacent évidemment pas les leçons qui ont lieu dans l'espace réel, mais en combinant les deux mondes, nous maximisons les avantages, réduisons les coûts et préservons l'environnement, car les déplacements des véhicules peuvent être simulés. VBS4 est un projet de l'armée et le Centre d'instruction SWISSINT apporte ici une contribution au développement général.

**Quel est le défi principal auquel l'instruction est confrontée ?**

Le plus grand défi réside dans les grandes différences qui existent entre les futurs peacekeepers. Nous formons un large éventail d'individus, qui va des jeunes femmes sans formation militaire aux militaires de carrière confirmés. A cela s'ajoutent les différentes fonctions et les différentes zones d'engagement. Sans le soutien de nos partenaires au sein de l'armée, cela ne serait pas possible.

A. S.

*Propos recueillis par Sandra Stewart, communication SWISSINT.*





Présentation du « Mobility Support Détachement » (MBS) suisse à des pionniers italiens et à des membres de l'état-major de la KFOR.

## Maintien de la Paix

### Coopération efficace dans la promotion militaire de la paix

#### Stefanie Waltenspül

Remplaçante, chef de la Communication SWISSINT

Dans un monde de plus en plus complexe et globalisé, mais aussi marqué par les crises, la promotion militaire de la paix reste un pilier central de la stabilité et de la sécurité. Un coup d'œil dans les coulisses de la troisième mission de l'armée montre de manière impressionnante l'interaction entre différentes unités organisationnelles au sein de l'Armée suisse qui, avec leurs capacités spécialisées, forment l'épine dorsale de ces engagements à l'étranger.

De la base logistique de l'armée, indispensable pour les multiples besoins logistiques, à la police militaire, qui joue également son rôle à l'étranger, en passant par les forces aériennes, dont la présence est cruciale, notamment dans des opérations telles que la Kosovo Force, et l'élimination des munitions non explosées du commandement KAMIR, dont les experts sont notamment envoyés au Service d'action contre les mines des Nations Unies (UNMAS), tous sont des acteurs indispensables dans la quête de la paix et de la stabilité.

#### La police militaire suisse en mission à l'étranger

La police militaire (PM) remplit des missions exclusives dans le domaine de la police et de la sécurité au sein de l'Armée suisse. A l'instar de leurs camarades des autres armes, les membres de la police militaire sont impliqués dans des missions internationales dans le cadre d'engagements de promotion de la paix, par exemple au sein de la Police militaire multinationale (MNMP) dans la KFOR au Kosovo. Ici, la police militaire est notamment chargée du constat d'accidents, du contrôle de la troupe KFOR ainsi que de la protection et de l'accompagnement des convois VIP. Grâce à cet échange international et à l'expérience des forces engagées, acquise lors d'un engagement à l'étranger, la police militaire peut en tirer profit à long terme.

#### Rôle des forces aériennes dans la promotion de la paix

Le secteur du transport aérien des Forces aériennes contribue de manière déterminante au bon déroulement

des missions de promotion de la paix de l'Armée suisse. D'une part, le service de transport aérien soutient le transport de personnes et de matériel du contingent suisse au Kosovo au moyen de vols de ravitaillement. D'autre part, les Forces aériennes couvrent, au moyen d'hélicoptères, une partie des besoins opérationnels de la KFOR en matière de transports aériens. Les membres des Forces aériennes peuvent profiter à bien des égards de leurs engagements en faveur de la promotion de la paix. L'expérience pratique acquise lors d'engagements internationaux permet aux pilotes de se familiariser avec des conditions météorologiques et des terrains inhabituels en Suisse. Les engagements en faveur de la promotion de la paix favorisent les échanges avec d'autres nations et permettent aux membres des Forces aériennes d'améliorer leur propre efficacité et leur disponibilité opérationnelle grâce à l'échange de connaissances et de procédures différentes.

#### Base logistique de l'armée - Colonne vertébrale logistique de la troisième mission de l'armée

La Base logistique de l'armée (BLA) joue un rôle important dans la promotion militaire de la paix. Ainsi, c'est surtout le centre logistique de l'armée d'Othmarsingen qui soutient le Centre de compétences SWISSINT pour l'approvisionnement de la SWISSCOY ainsi que pour l'instruction en service spécialisé pour les spécialistes de la logistique. Les expériences acquises lors des engagements de promotion de la paix sont à leur tour réinjectées dans l'armée sous forme de précieux savoir-faire. La collaboration dans le domaine de la promotion militaire de la paix représente une plus-value évidente pour la BLA. Ce n'est par exemple qu'avec SWISSINT qu'il a été possible d'acquérir de l'expérience en matière de transports à l'étranger, y compris les formalités de douane et de frontière, et grâce à l'engagement à long terme du matériel, les processus de la BLA sont contrôlés en permanence.

## L'importance croissante de l'élimination des munitions non explosées

Les spécialistes du commandement KAMIR ne se contentent pas la Centrale d'annonce des ratés de l'armée (CAR) et de se tenir prêts à intervenir en Suisse dans le cadre d'opérations militaires d'élimination de munitions non explosées, ils occupent également des postes clés dans le domaine du déminage humanitaire dans le cadre d'opérations de promotion de la paix dans le monde entier. C'est le cas par exemple dans le cadre de la SWISSCOY au Kosovo. L'équipe suisse EOD (Explosive Ordnance Disposal), élément opérationnel de la KFOR, intervient lorsqu'il s'agit d'identifier et d'éliminer des engins explosifs dans la zone d'intervention. De plus, les spécialistes suisses participent à des exercices internationaux et sensibilisent les troupes de la KFOR aux dangers des mines et des munitions non explosées. Ils sont en outre des spécialistes très demandés par l'UNMAS, où ils sont actifs en tant que spécialistes techniques et conseillers dans de nombreuses missions.

## Information et télécommunications

L'information est reconnue comme un facteur décisif dans la conduite opérationnelle et l'aide au commandement est donc un aspect essentiel pour la maintenir. Dans le cadre du service de promotion de la paix, où les membres de l'Armée suisse sont engagés aux quatre coins du monde, la garantie de l'appui va encore plus loin en raison des dangers potentiels et des distances géographiques. Dans la mesure du possible, SWISSINT se base à l'étranger sur des systèmes de troupe introduits, ce qui garantit la maintenance et le soutien des moyens. Les responsabilités entre SWISSINT, le commandement cyber, la Base logistique de l'armée (BLA) et l'Office fédéral de l'information et de la télécommunication (OFIT) sont définies à chaque fois au niveau du système. Au niveau du système, des prestations sont fournies par des tiers sur mandat de l'OFIT, il s'agit par exemple de l'Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL), du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ou de RUAG. Des différences sont toutefois possibles, voire habituelles, en fonction de la mission. Les directives techniques et tactiques sont imposées par la mission en question et sont définies dans des procédures opérationnelles standard (SOP).

S. W.





## Maintien de la Paix

### La mission à l'étranger, une chance pour augmenter l'interopérabilité personnelle

#### Colonel EMG Corina Gantenbein

Commandante (NCC) SWISSCOY 49, COS JLSG KFOR

Le colonel EMG Corina Gantenbein, officière de carrière de l'Armée suisse, a commandé le contingent 49 de la SWISSCOY en tant que commandante nationale du contingent. Elle était également chef d'état-major du Joint Logistic Support Group (JLSG) de la Kosovo Force (KFOR) et Senior National Representative. (SNR). Dans cette interview, elle donne des informations sur les précieuses expériences de coopération multinationale au sein de cette mission dirigée par l'OTAN, sur les capacités de l'Armée suisse en comparaison internationale et sur l'importance de l'interopérabilité.

#### Colonel EMG Corina Gantenbein, quelle a été votre motivation, en tant qu'officière de carrière, pour accomplir un engagement dans la promotion militaire de la paix ?

Je perçois dans l'engagement à l'étranger une grande opportunité d'acquérir une expérience précieuse dans un environnement international. En collaborant avec des membres de différentes forces armées, j'espérais apprendre d'officiers formés différemment et élargir mon spectre personnel. Pour moi, il était intéressant d'analyser notre système militaire en comparaison internationale ainsi que ma propre réflexion, et ainsi augmenter mon interopérabilité personnelle. De mon point de vue, l'interopérabilité de l'Armée suisse est impérative et donc décisive pour moi dans mon rôle de militaire de carrière. Je pense donc qu'il est important de continuer à se développer dans ce domaine.

#### Vous avez occupé la fonction de commandant national du contingent (NCC), simultanément celle de chef d'état-major du Joint Logistic Support Group de la Kosovo Force et celle de Senior National Representative. Quelles étaient vos responsabilités ?

En tant que NCC, j'ai commandé le contingent de la SWISSCOY avec le soutien de mon état-major national.

Cela comprenait des tâches de commandement militaire quotidiennes. L'un des défis réside dans le fait que, bien que tous les membres du contingent soient soumis au NCC, plusieurs militaires suisses travaillent dans la structure OPCON dans le cadre de la fourniture de prestations pour la KFOR. Cela signifie qu'ils fournissent leurs travaux au profit de leurs supérieurs dans la structure de la KFOR. Il s'agit donc de concilier les besoins de l'OPCON et les obligations nationales.

Dans la planification et la conduite, il faut tenir compte du fait qu'un engagement dans la SWISSCOY dure environ six mois, ce qui est évidemment différent d'un cours de répétition qui dure normalement quatre semaines. En outre, la capacité à durer n'est pas menacée de la même manière dans toutes les fonctions. Il s'agissait ici de garder un œil sur la charge de travail des différents titulaires de fonction et d'agir de manière compensatoire lorsque cela était possible.

Depuis l'automne 2021, la Suisse fournit également le chef d'état-major du JLSG, l'unité de soutien logistique de la KFOR. Lors de la rotation 49, le principal défi a consisté à soutenir les forces de réserve de la KFOR les plus diverses dans leurs déplacements vers et hors du Kosovo. En raison de la situation, le déclenchement des forces de réserve s'est fait sans interruption, ce qui a entraîné les mouvements importants les plus divers de troupes, de matériel, de véhicules et de munitions. La compagnie de transport du JLSG (une compagnie binationale Autriche-Suisse au début de la rotation 49, une compagnie uniquement suisse à la fin de la rotation) a ainsi effectué le plus grand nombre de kilomètres par mois depuis que cette statistique est relevée.

Au sein du Joint Logistic Support Group, qui est directement subordonné au commandant de la KFOR, j'étais chef d'état-major d'un état-major international. J'y dirigeais environ 35 officiers de 18 différents pays de l'OTAN et Etats, qui font partie du programme Partnership for Peace.

L'état-major de la JLSG n'est pas comparable à un état-major national, il n'y a pas de domaines de base de conduite au sens propre du terme, mais différentes sous-unités logistiques. Celles-ci se recoupent certes en partie dans leur domaine d'activité, mais opèrent aussi en partie de manière autonome. En tant que chef d'état-major, il s'agit donc de gérer et de contrôler l'exécution autonome des missions, tout en coordonnant les interfaces opérationnelles. Les tâches de coordination ont augmenté, notamment en raison de l'aggravation de la situation et des prestations d'appui en faveur des nations fournissant des troupes dans les formations de réserve. Ainsi, en tant que chef d'état-major, j'étais chargé de la coordination opérationnelle des différents domaines et j'ai assumé une fonction consultative auprès du commandant de la JLSG.

En tant que SNR, représentante de la Suisse, j'étais également en contact régulièrement avec des représentants des autres nations fournissant des troupes, ainsi qu'avec l'ambassadeur suisse au Kosovo.

### **Quels sont les défis particuliers que vous avez rencontrés pendant votre mission et comment y avez-vous fait face ?**

Il faut faire la distinction entre les défis que j'ai rencontrés au niveau national et ceux que j'ai rencontrés dans mon travail au niveau international. Au niveau national, la reprise du commandement de la compagnie de transport de l'Autriche en avril de cette année et l'augmentation du personnel du contingent qui en a résulté ont certainement constitué un grand défi. Cela a impliqué une réorganisation des structures au sein de l'élément de soutien national et la création d'une compagnie de soutien en plus de la compagnie de transport. De plus, l'infrastructure du compound suisse a été agrandie au camp de Novo Selo, ce qui a nécessité une planification et une mise en œuvre continues ainsi qu'une procédure agile. Pour cela, il a fallu mettre en place et appliquer un rythme de gestion de projet et le contrôle de gestion correspondant. Malgré différents défis (comme des retards de livraison, des difficultés dans le processus d'autorisation des projets de construction, mais aussi les conditions météorologiques hivernales), les travaux ont pu être remis au contingent suivant dans l'état prévu. De nombreux artisans, mais aussi la cellule S4, ont alors réalisé un très bon travail.

Au niveau international, les déploiements et redéploiements continus de forces de réserve d'autres nations fournissant des troupes ont représenté un défi logistique particulier. Ils ont entraîné un effort considérable, car la planification devait être établie le plus loin possible dans l'avenir. En outre, il a fallu affiner les interfaces pour la collecte d'informations et garantir la mise en œuvre des mouvements de troupes, de matériel, de munitions et de véhicules.

Les phases récurrentes d'aggravation de la situation ont également été ressenties par mon contingent. Heureusement, celles-ci ne se sont jamais manifestées. Il s'agissait néanmoins, d'une part, de maintenir



la disponibilité mentale de tous les membres de la SWISSCOY à un niveau élevé.

### **Comment évaluez-vous les capacités de l'Armée suisse par la comparaison avec d'autres forces armées ?**

J'ai constaté que l'Armée suisse est absolument équivalente à d'autres nations en termes de formation et l'accomplissement de la mission – malgré ou peut-être justement grâce à notre système de milice, qui apporte fortement des compétences civiles. Celui-ci offre une possibilité unique en comparaison internationale d'avoir en mission des spécialistes reconnus disposant de connaissances approfondies. Les très bons feedbacks sur les prestations suisses au sein de la KFOR confirment cette impression. En ce qui concerne l'agilité et l'utilisation des normes internationales, comme par exemple le « Standardization Agreement » de l'OTAN, la Suisse peut ou doit encore se rapprocher des normes internationales. Une coopération internationale réussie présuppose un langage commun et une compréhension commune des capacités. Ces bases de l'OTAN devraient être reprises et mises en œuvre pour l'Armée suisse. Les particularités nationales n'ont guère de sens dans ce contexte.

### **Dans quelle mesure cette mission a-t-elle amélioré vos compétences en matière de leadership et de collaboration ?**

J'ai pu me rendre compte de l'importance et de l'utilité d'une répartition claire des compétences. Dans un engagement comme celui de la SWISSCOY, il est élémentaire de conserver la liberté d'action à autant d'échelons que possible tout en effectuant un contrôle de la réalisation des objectifs et des directives nationales. Cela fonctionne en premier lieu grâce à la conduite avec des directives d'action claires. En même temps, la responsabilité de tous les membres de la SWISSCOY reste toujours avec le NCC. C'est pourquoi la liberté d'action peut être accordée, mais pas la responsabilité partagée. Il en résulte parfois des décisions impopulaires. Il faut savoir vivre avec.

### **Quels conseils donneriez-vous aux jeunes officiers qui envisagent de s'engager à la SWISSCOY ?**

Il faut réfléchir au préalable aux fonctions qui les intéressent personnellement et se faire ainsi une idée aussi précise que possible de la fonction : Est-ce que je travaille dans un état-major ? Est-ce que je souhaite une fonction dans laquelle je travaille surtout au niveau international ou plutôt au niveau national ? Dans quel domaine souhaiterais-je me développer personnellement ? Autant de questions auxquelles il faut réfléchir au préalable. Mais il faut rester ouvert à tout ce qui se présente, car chaque profil de tâche doit être adapté aux circonstances et aux constellations d'équipes, avec les forces et les faiblesses de chacun. Les jeunes cadres profitent notamment de la valeur ajoutée de la responsabilité de direction à long terme. Et malgré tous les bons conseils, une chose est sûre : il faut faire simple.

C. G.

*Propos recueillis par Stefanie Waltenspühl, SWISSINT.*

Le camp de Novo Selo (CNS), où sont basées la compagnie de transport (TPT) et la compagnie de soutien (SUP) de la SWISSCOY.





Mon rôle en tant que Project Officer est aussi de donner des cours et de contribuer activement aux formations, comme ici au Kirghizistan.

## Maintien de la Paix

### Rapport de Frédéric Clément depuis le Secrétariat de l'OSCE à Vienne

#### Frédéric Clément

Project Officer FSC Support Unit, Secrétariat de l'OSCE à Vienne

En octobre 2023, je suis devenu papa d'un petit bonhomme formidable qui a naturellement bouleversé toute ma routine familiale et professionnelle. Un peu plus tôt, au mois de septembre, j'avais pris mes nouvelles fonctions au sein de Secrétariat de l'OSCE à Vienne. J'y travaille en tant que Project Officer dans l'équipe chargée des projets relatifs aux armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions conventionnelles (SALW/SCA<sup>1</sup>), dans le cadre de l'Unité de soutien du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS).

L'Unité de soutien du FCS fait partie intégrante du Centre de prévention des conflits au sein du Secrétariat de l'OSCE. Elle fournit des conseils et une assistance à la présidence du FCS et aide les Etats participants de l'OSCE à mettre en oeuvre leurs engagements dans la dimension politico-militaire. Par exemple, la mauvaise exploitation, le commerce et l'utilisation illégaux d'armes et de munitions conventionnelles dans différents pays constituent une menace sérieuse, en particulier pour la société civile concernée. L'OSCE permet, par ses projets, de réduire ces risques.

#### Tâches variées en tant que Project Officer

Ma journée commencerait plus souvent par du sport aux aurores si mon fils se réveillait moins tôt le matin... Mais pour l'instant, c'est plutôt son rituel matinal qui m'occupe. Je prends ensuite le métro pour me rendre au centre-ville et je n'ai que quelques centaines de mètres à pied jusqu'au bureau. Je passe rapidement en revue le résumé des nouvelles pour l'ensemble de la région de l'OSCE et, souvent, une première réunion Zoom a déjà lieu en compagnie de collègues du Secrétariat ou des opérations de terrain. Mes tâches en tant que Project Officer comprennent l'élaboration et la mise en oeuvre

d'activités en tant que projets dans le domaine des SALW/SCA, ainsi que la recherche et l'analyse de demandes d'assistance présentées par les Etats participants dans le cadre des documents de l'OSCE sur les SALW/SCA. Je suis également responsable de compiler des informations de base sur certains sujets et d'organiser des séminaires et ateliers sur la mise en oeuvre des documents relatifs aux SALW/SCA.

#### Un produit développé bientôt prêt à l'emploi

Aujourd'hui, la liste des dossiers en suspens se compose de différentes tâches. Une collègue et moi-même avons une visioconférence avec notre graphiste, qui est en train de finaliser le guide d'identification des SALW spécialement conçu pour les gardes-frontières de certains Etats participants d'Asie centrale. Ce guide a pour but de soutenir les efforts dans la lutte contre le trafic d'armes, de leurs pièces détachées et de munitions, surtout en provenance d'Afghanistan. Il est réjouissant de voir que le produit que l'on a développé de bout en bout est bientôt prêt à l'emploi. Suite à cela, je me penche sur le prochain module de cours consacré à l'identification des armes et leur enregistrement dans des bases de données après leur saisie. Pour l'instant, il est destiné aux services de protection des frontières de certains pays d'Asie centrale. La pause de midi est toujours une bonne occasion de discuter avec des collègues autour d'un repas ou de manger avec l'un ou l'autre membre d'une représentation diplomatique. Il m'arrive aussi parfois de passer une brève pause de midi en compagnie de ma femme et de mon fils.

#### Encadrement de 19 projets

La dernière activité de la journée est consacrée à la coordination et à l'organisation d'une visite dont l'objectif est d'évaluer les besoins en formation d'experts en munitions dans un Etat participant d'Asie centrale. Dans ce cas précis, la Suisse a elle-même proposé son soutien financier et pratique, car elle dispose d'une expertise

<sup>1</sup> Small Arms and Light Weapons (SALW) / Stockpiles of Conventional Ammunition (SCA)

de longue date et internationalement reconnue dans le domaine de la gestion du cycle de vie des munitions.

Mais nos projets ne se limitent pas à l'Asie centrale. Nous gérons actuellement 19 projets en Asie centrale, mais aussi en Europe du Sud-Est, en Moldavie et en Ukraine, pour un montant total qui s'élève à plus de 57 millions d'euros. Ces projets sont financés par des dons volontaires des Etats participants, dont la Suisse. Mais, ceux-ci peuvent aussi contribuer en mettant à disposition des experts. Le système de gestion de projets à l'intérieur de l'OSCE est complexe et il faut du temps pour en comprendre et en appliquer toutes les subtilités. C'est la raison pour laquelle je consacre toujours un peu de mon temps à la formation continue proposée notamment par l'Organisation.

En fin de journée, il ne me reste que peu de temps pour me détendre. Une fois de retour chez moi, il faut s'atteler aux tâches ménagères avec mon épouse et s'occuper de notre fils jusqu'à ce qu'il se décide éventuellement, non sans difficultés, à sombrer dans les bras de Morphée. Comme au bureau, c'est là encore un travail d'équipe. Je suis parfois un peu envieux de certains de mes collègues qui font beaucoup de voyages professionnels, mais d'un autre côté, cela me convient très bien actuellement car je peux passer du temps précieux en famille.

F. C.



Le Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS), qui se réunit à la Hofburg de Vienne, offre aux représentants des 57 Etats participants de l'OSCE un espace de dialogue au sein duquel sont traitées les questions politiques et militaires de sécurité.

Une ou deux fois par an, l'équipe SALW du Secrétariat, les équipes de gestion de projets et les représentants des Etats participants de l'OSCE se réunissent pour discuter de l'avancement des projets et des besoins de soutien ou de financement dans le but d'améliorer la sécurité dans la région de l'OSCE.





## Maintien de la Paix

### Obiliq – L'équipe LMT entre présence, confiance et approvisionnement

#### Sgt Elisa Lutz

Officier de presse et d'information SWISSCOY 51

Au Kosovo, l'énergie est fournie par d'importants gisements de lignite, et par les centrales à charbon KEK A et KEK B. Une technologie surannée, qui entraîne une pollution considérable et une dépendance permanente du pays à l'égard des importations. L'équipe de liaison et de surveillance de la mission SWISSCOY surveille cette infrastructure critique, dans la région d'Obiliq. Elle en profite pour stimuler la confiance de la population locale.

Les installations de la régie KEK (*Korporate Energjetike e Kosovës*) jouent un rôle essentiel pour la population et l'économie kosovare. C'est pourquoi leur surveillance prend une place non négligeable parmi les tâches de la KFOR. L'équipe de liaison et de surveillance (LMT) patrouille régulièrement au sein des centrales et dans les infrastructures locales. Il s'agit bien sûr de veiller au fonctionnement permanent, mais aussi de s'entretenir avec la population au sujet de l'approvisionnement en énergie, de la pollution et de la santé.

#### Le travail de l'équipe LMT à Obiliq

La région d'Obiliq relève depuis 2020 de la compétence de l'équipe LMT K7 de la mission SWISSCOY, qui compte parmi les éléments importants du maintien de la paix au Kosovo. Elle reçoit ses tâches de plusieurs sources. Le bataillon non cinétique donne pour consigne certains thèmes choisis. Il peut s'agir de l'influence en zone frontière du blocage du transfert de marchandises serbes, ou de pénurie de pharmacopée représentant une difficulté au quotidien pour la population. Ces thèmes sont alors traités dans le secteur d'engagement en dialoguant avec le personnel des pharmacies ou des centres médicaux. L'équipe LMT se fait ainsi une idée du sentiment général des habitants de la région, et des problèmes qui les préoccupent.

La barrière linguistique est franchie grâce à des interprètes maîtrisant l'albanais, le serbe, l'anglais, et souvent aussi l'allemand. Ils accompagnent l'équipe LMT

dans ses rencontres, où ils traduisent en tenant compte des spécificités culturelles. Comme le précise le cap Fietz, qui commande l'équipe LMT, ils connaissent très bien la région et sa population et nous donnent d'excellents conseils sur la façon d'aborder tel ou tel sujet.

Ces interprètes ne se contentent pas de traiter le thème en question. Ils fournissent aussi des informations et font référence à des incidents ayant eu lieu dans la région, et dont ils ont eu connaissance par les médias locaux ou les réseaux sociaux. Ceci amène de nouvelles approches, d'autres questions. Parfois, précise le cap Fietz, un événement ne prend toute son importance qu'au fil des contributions sur Facebook, et alors nous pouvons appeler directement ces personnes afin de clarifier la situation.

#### Rester proche de la population

L'un des points forts d'une telle équipe LMT est sans aucun doute sa proximité avec la population locale. Un dialogue personnel et une présence permanente permettent de créer une réelle confiance. Les gens se sentent alors libres de dire les choses ouvertement. Selon le cap Fietz, dans la plupart des cas, on prend volontiers le temps de discuter avec nous, notre travail propose une sorte de tribune où les opinions peuvent nous être confiées sans que l'état d'esprit soit soumis à un jugement.

Les rencontres et impressions sont documentées. L'équipe LMT fait un rapport à qui de droit sur les événements importants. Nous ne pouvons pas influencer directement sur la situation, précise le cap Fietz, mais nous pouvons attirer l'attention de la KFOR sur les points importants, et aussi soumettre des idées pour différents projets.

Un travail qui rencontre l'approbation de la population locale. Sa reconnaissance nous fait forte impression, dit le cap Fietz. Nous nous déplaçons à pied à Obiliq, un jour, quand un homme nous a fait signe pour nous inviter



à dialoguer par l'intermédiaire de son fils, qui savait l'anglais. Cette cordialité montre la valeur de la proximité que nous avons pu établir.

### Créer des liens

Le travail de l'équipe LMT dépasse donc clairement une simple mission d'observation. Elle crée des liens, améliore la compréhension, participe à la vie quotidienne de la région. Sa présence montre à la population que quelqu'un est à l'écoute et s'intéresse à ses problèmes. Un signe de respect et de reconnaissance, qui souvent repose sur la réciprocité.

L'approvisionnement du Kosovo en énergie dépendra des innovations technologiques, des partenariats internationaux et de l'intégration active de la population. L'équipe LMT continuera à jouer un rôle important, veillant à ce que les besoins de la population ne soient pas oubliés. Sa présence donne à celle-ci l'impression qu'elle est entendue, et contribue au développement d'un système d'approvisionnement durable au Kosovo.

E. L.

Le commandant du LMT K7 et le commandant de la SWISSCOY sortent d'une séance avec la direction du KEK B. Afin d'affronter les risques, il faut disposer de contacts et d'expériences communes. La sécurité des infrastructures critiques au Kosovo est en effet devenue une préoccupation essentielle.





## Maintien de la Paix

### Des routiers professionnels, la compagnie de transport de la SWISSCOY

#### Sgt Elisa Lutz

Officier de presse et d'information SWISSCOY 51

La compagnie de transport de la SWISSCOY est un partenaire très demandé au sein de la KFOR. Chaque mois, les soldats de la compagnie transportent non seulement du matériel entre le Kosovo et la Suisse, mais aussi des soldats et du matériel vers les camps pour d'autres nations.

Des troupes britanniques de la Strategic Reserve Force (SRF) quittent le Kosovo dans le cadre de leur redéploiement et sont amenées à l'aéroport par les conducteurs suisses. Pour le capitaine Eric Fürst, commandant de la compagnie, cela représente une intense activité, en particulier dans le transport de conteneurs, de véhicules et de personnes : *« Début novembre, nous avons pris en charge plus de 300 soldats avec leur équipement depuis un camp jusqu'au secteur militaire de l'aéroport de Slatina, d'où s'est envolé le gros des troupes. »*

#### Un convoi à destination de Durrës

Ces derniers jours, plus d'une trentaine de conteneurs britanniques ont été acheminés au port de Durrës en Albanie. Le convoi comprenait des camions avec remorques pour transporter les conteneurs et un autre avec l'élévateur à fourche pour le déchargement. Le rendez-vous est fixé dimanche aux aurores. Le convoi se dirige vers la frontière albanaise escorté par des policiers militaires italiens et polonais. La police albanaise est déjà prête à prendre le relais pour suivre le convoi jusqu'à Durrës. Sa mission consiste à veiller à ce que le convoi militaire reste fermé et ne soit pas perturbé par des véhicules civils. Elle doit notamment ériger en peu de temps un barrage à l'entrée de l'autoroute pour que le convoi puisse y circuler fermé. Après cinq heures de route, le convoi arrive au port de Durrës où les conteneurs sont déchargés avec l'élévateur à fourche.

Le lendemain matin, le convoi reprend la route pour le Kosovo, de nouveau escorté par la police albanaise. La météo agréable embellit le trajet à travers les montagnes

albanaises. Le plaisir se ressent chez les conducteurs : *« J'adore mon travail »*, déclare le soldat Rudaz en regardant avec émerveillement le paysage montagneux près de Kalimash. Dans le civil, il travaille depuis deux ans également comme chauffeur de poids lourd après avoir été mécanicien sur machines de chantier. Le trafic et les autres usagers constituent un défi pour les chauffeurs de camions, dit-il : *« Il faut être toujours très vigilant, car ici on circule très différemment de ce que l'on connaît en Suisse. »* C'est la diversité qui lui plaît dans son activité de chauffeur. Les missions de transport varient beaucoup et, grâce à la qualité de l'équipement des véhicules suisses, presque tout est possible, explique le soldat Rudaz.

#### Efficacité de la logistique de la KFOR

Le Joint Logistic Support Group (JLSG) est prêt, en cas de défi logistique, à fournir un appui aux troupes des Etats qui participent à la KFOR. En font notamment partie des transports tels que le convoi à destination de Durrës et l'acheminement de personnes aux aéroports et retour.

L'officier spécialiste Sandro Meier, officier de liaison du JLSG, est responsable de planifier et d'organiser les transports. Dans ce domaine, il est l'interlocuteur des partenaires internationaux. Toutes les demandes lui sont adressées avant d'être évaluées par le Joint Logistics Operations Center (JLOC) en tenant compte des lignes directrices du commandant du JLSG et d'être analysées sous l'angle de la faisabilité en collaboration avec la compagnie de transport. La Suisse est très appréciée, dit l'of spéc Meier : *« Nous sommes considérés comme très fiables, pragmatiques, souples, réactifs et compétents. Nos partenaires apprécient surtout de collaborer avec nous pour la qualité des relations que nous entretenons avec eux, ainsi que pour la diversité de nos moyens, de nos compétences et de nos capacités. »*

